

REPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE (RCA)

Evaluation Multi- Sectorielle des Besoins (MSNA)

Rapport Final

Janvier 2020



Groupe de travail sur
l'évaluation et la gestion
de l'information

REACH Informing
more effective
humanitarian action

Evaluation réalisée dans le cadre de :

L'Assessment and Information Management Working Group (AIMWG) et mandatée par l'Inter-Cluster Coordination Group (ICCG)

Avec le soutien financier de :



Avec le soutien de :



Image de couverture : REACH – 2019, RCA

A propos de REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR). Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org. Vous pouvez nous contacter directement à : geneva@reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter : @REACH_info.

RESUME

Se situant en bas de classement de l'Indice de développement humain de l'Organisation des Nations Unies (ONU) (188^e rang sur 189 pays en 2019¹) et traversant une crise sécuritaire depuis 2013 et le renversement du régime en place, la République Centrafricaine (RCA) fait face à de nombreux défis. Malgré un Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR) signé en février 2019 entre le gouvernement et 14 groupes armés, de nombreux incidents et violations de cet accord ont eu lieu tout au long de l'année 2019². Les civils sont encore largement ciblés par des attaques ou menaces et craignent pour leur sécurité qui n'est pas encore garantie par un système judiciaire en cours de remise en marche³ grâce notamment à une récente Cour pénale spéciale (CPS) fonctionnelle depuis fin 2018⁴. En raison de la présence de groupes armés actifs dans le trafic d'or et de diamants, d'exploitation illégale de terres ou de commerce basé sur le braconnage et profitant de mettre en place des barrières illégales dans le but de prélever des taxes, des parties du territoire sont encore difficilement accessibles à l'aide humanitaire ou échappent au contrôle du gouvernement. En conséquence, des tensions communautaires persistent⁵ de même que la destruction significative de la faune et de la flore⁶.

En août 2019, près de 600 000 personnes étaient déplacées à travers le pays⁷, principalement suite à des combats entre les différents groupes armés et les milices, et environ 600 000 autres centrafricains étaient réfugiés dans les pays voisins⁸. La population de la RCA, estimée à 4,9 millions d'habitants⁹, dépend fortement de l'agriculture¹⁰ et fait face à un système éducatif insuffisant pour plus d'un million d'enfants en âge scolarisable (3-18 ans)¹¹, celui-ci offrant un avenir incertain pour une population particulièrement jeune¹². En outre, une enquête de suivi des prix des marchés a révélé des marchés non-intégrés, des différences de prix significatives entre les différents territoires et la non disponibilité régulière de certains articles à travers le pays¹³. La RCA est également affectée par le changement climatique et les inondations survenues à la fin de l'année 2019 auraient touché 100 000 personnes sur l'ensemble du territoire¹⁴. Finalement, la situation du pays pour l'année 2020 reste largement imprévisible et fragile au niveau politique, notamment au vu des prochaines élections générales (présidentielles et législatives) qui laissent présager des tensions supplémentaires au niveau national. Les besoins humanitaires restent donc élevés notamment si l'on tient compte des infrastructures de base peu fonctionnelles, des marchés non efficaces et d'une présence limitée de l'Etat et de ses services, bien que progressivement déployés.

Au fil des ans, la planification de l'intervention humanitaire s'est heurtée à un manque de données fiables et comparables de la situation humanitaire au niveau national. L'évaluation multisectorielle des besoins (*Multi-Sectoral Needs Assessment*, MSNA de son acronyme en anglais) en RCA a été menée afin de fournir des informations quantifiées sur la vulnérabilité et les besoins des populations affectées par la crise, permettant une compréhension holistique de la sévérité des besoins multisectoriels de la population centrafricaine sur l'ensemble du territoire. Cette évaluation a été initiée par le groupe de coordination inter-cluster (*Inter-Cluster Coordination*

¹ Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), [Rapport sur le développement humain 2019](#).

² 85 alertes entre janvier et novembre 2019 ont été recensées par le Mécanisme de Réponse Rapide (*Rapid Response Mechanism*, RRM de son acronyme en anglais), [Bulletin mensuel #11](#).

³ PNUD, [Initiatives en cours – Crise en République Centrafricaine](#).

⁴ Human Right Watch, [République centrafricaine : La nouvelle Cour devrait intensifier ses activités](#).

⁵ Pour plus de détails, se référer au Conseil de Sécurité des Nations Unies, [Lettre datée du 6 décembre 2019, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution](#).

⁶ Le Monde, [Dans les forêts centrafricaines, la traque du plus grand et mystérieux papillon d'Afrique](#).

⁷ Commission Mouvement de Populations (CMP), [Rapport de la Commission Mouvement de populations – Septembre 2019](#).

⁸ Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), [Portail Opérationnel – Crise de réfugiés](#).

⁹ Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (*Office for the Coordination of Humanitarian Affairs*, OCHA de son acronyme en anglais), [RCA : Aperçu des Besoins Humanitaires \(HNO 2020\)](#).

¹⁰ PNUD, [A propos de la République Centrafricaine](#) annonce que 43% du PIB vient de l'agriculture.

¹¹ OCHA, [RCA : Aperçu des Besoins Humanitaires \(HNO 2020\)](#).

¹² 46% de la population est âgée de moins de 18 ans d'après le [Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix \(RCPCA\)](#), 60% d'après les résultats de cette étude.

¹³ REACH Initiative, [CAR - Joint Market Monitoring Initiative \(JMMI\)](#).

¹⁴ TIME, ['No Safety Net.' How Climate Change and Unprecedented Flooding Is Destroying Communities in the Central African Republic](#).

Group, ICCG de son acronyme en anglais), dirigé par le Bureau des Nations Unies de la coordination des affaires humanitaires (*Office for the Coordination of Humanitarian Affairs*, OCHA de son acronyme en anglais) et facilitée par le Groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information (*Assessment and Information Management Working Group*, AIMWG de son acronyme en anglais), codirigé par REACH. La définition de la méthodologie – notamment des zones définies comme accessibles ou non, des cibles ou encore des quotas à atteindre¹⁵ – des indicateurs et du questionnaire sont le fruit d'un travail collaboratif avec OCHA, les clusters et les partenaires techniques et ont été facilités au sein de l'AIMWG. La MSNA s'inscrit donc dans le plan de réponse humanitaire 2019/2020 afin d'informer le cycle de programmation humanitaire et vise à mieux comprendre les conditions de vie des populations affectées par la crise centrafricaine dans chacune des sous-préfectures du pays. Les informations récoltées, permettant de comprendre les variations et différences existantes entre groupes de population ciblés (personnes déplacées internes (PDI) dans les sites et lieux de regroupement, PDI en familles d'accueil, retournés ou rapatriés et population non-déplacée) ainsi que les facteurs sous-jacents expliquant la sévérité des besoins multisectoriels des populations par zone et groupe de population évalué, sont mises à disposition de la communauté humanitaire.

La MSNA a été conduite en étroite coopération avec les partenaires sectoriels, groupes de coordination et autres acteurs humanitaires afin de couvrir l'ensemble des sous-préfectures du pays ainsi que chaque secteur pertinent. Un total de 8 147 enquêtes ménages a été réalisé entre le 1^{er} juillet et le 21 août 2019 dans les sous-préfectures accessibles (66/72¹⁶)¹⁷. L'étude a été réalisée en ciblant un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 10% au niveau des sous-préfectures et pour chaque groupe de population évalué au niveau des préfectures. Les résultats de ce rapport sont basés sur les sous-préfectures dont au moins une commune était accessible et ne sont donc pas généralisables à l'entièreté de la population. De plus, certains quotas de représentativité fixés n'ont pas pu être atteints, et les résultats concernant des sous-ensembles de population ont une marge d'erreur plus large. Chaque pourcentage tiré des résultats de cette étude dont la marge d'erreur dépasse les 10% est suivi d'un astérisque et indique que les résultats sont à titre indicatif uniquement. Finalement, la majorité des résultats clés de ce rapport sont calculés selon un indice multisectoriel qui se base sur différents scores composites sectoriels. En conséquence, un nombre important d'hypothèses a dû être établi et certaines d'entre elles peuvent ne pas s'appliquer à l'ensemble de la population centrafricaine.

Ce rapport présente les résultats d'une nouvelle approche d'analyse proposée par REACH et incorpore certains éléments de la version préliminaire du cadre d'analyse intersectorielle conjointe (*Joint Inter sectoral Analysis Framework*, JIAF de son acronyme en anglais), dans le but d'analyser la sévérité des besoins humanitaires. Elle se base sur un indice des besoins multisectoriels (*Multi-Sectoral Need Index*, MSNI de son acronyme en anglais) attribuant un score de sévérité des besoins sur une échelle de 1 (aucun ou minimal) à 4 (extrême) pour chacun des ménages évalués. L'indice MSNI est basé sur un score composite créé pour chacun des secteurs¹⁸ et thèmes pertinents¹⁹. Il définit la sévérité des besoins multisectoriels d'un ménage en fonction des déterminants principaux suivants : 1) le ménage a un manque en termes de niveau de vie (*Living Standard Gap*, LSG de son acronyme en anglais) en SAME et/ou en EHA, 2) le ménage fait face à un manque de capacité²⁰, même s'il n'a pas de LSG, 3) le ménage a un LSG coexistant en santé et abris/AME et/ou en santé et protection et/ou en abris/AME et protection,

¹⁵ Pour plus d'information, se référer à l'« Annexe 4 : Méthodologie d'échantillonnage ».

¹⁶ Tous les arrondissements de Bangui ont été considérés comme une seule sous-préfecture.

¹⁷ Les sous-préfectures dont l'entièreté de l'accès a été considéré comme impossible – Bambouti, Djéma, Mingala, Ouadda, Ouanda-Djallé et Yalinga – ont été couvertes grâce à des informateurs clés ayant des connaissances sur certaines zones ou localités inaccessibles. La situation humanitaire de 4 de ces 6 sous-préfectures où les données étaient suffisamment fiables est résumée à titre informatif dans des fiches d'information partagées sur le [centre de ressources de REACH](#).

¹⁸ Le score composite du secteur eau, hygiène et assainissement (EHA) a suivi une méthodologie significativement différente des autres secteurs et il est plus rare pour un ménage d'atteindre un score extrême. C'est-à-dire que proportionnellement moins de ménages se sont vu assigner un score extrême en EHA et que cela peut influencer les résultats. Pour plus de détails, se référer à la section « Besoins sectoriels EHA ».

¹⁹ Un score composite a été créé pour chacun des thèmes suivant : sécurité alimentaire et moyens de subsistance (SAME), eau, hygiène et assainissement (EHA), santé, abris/articles ménagers essentiels (AME), éducation, protection, manque de capacité (*Capacity Gaps*, CG de son acronyme en anglais) et l'impact de la crise sur les ménages. Pour plus d'information, se référer à l'« Annexe 5 : Calcul des scores composites sectoriels ».

²⁰ Le manque de capacité est influencé par les stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance (*Livelihood Coping Strategies*, LCS de son acronyme en anglais) et la dépendance de l'aide humanitaire ou d'une source de revenu non fiable ou dangereuse.

4) le ménage a un LSG en santé ou abris/AME ou protection et a été impacté par la crise ou 5) le ménage n'a pas de LSG dans ces secteurs vitaux et ne fait pas face à un manque de capacité mais a un LSG sévère ou extrême (score de sévérité de 3 ou 4) en éducation²¹.

Résultats clés

Sécurité et déplacement

Les résultats de la MSNA montrent que la situation sécuritaire instable de ces dernières années affecte les ménages avec 49% d'entre eux qui **craignent pour la sécurité** d'au moins un des membres du ménage. En outre, cette situation représente un facteur clé de déplacement avec 93% des ménages actuellement déplacés qui ont **fui leur domicile à cause des conflits armés (65%), communautaires (24%) ou de l'arrivée de groupes d'éleveurs transhumants (4%)**. D'un autre côté, parmi les ménages centrafricains retournés ou rapatriés enquêtés, presque la moitié d'entre eux (48%) disent être retournés dans leur lieu d'origine **afin de rejoindre les membres de leur communauté ou leur famille**. La raison de retour principale la plus souvent citée après celle du rassemblement communautaire/familial est l'accès à une meilleure qualité de vie (pour 13% des ménages retournés ou rapatriés) par rapport à la localité de déplacement, suivie par des difficultés en ce qui concerne les conditions de vie dans la localité de déplacement (difficultés d'accès aux ressources ou pas de sources de revenu) pour 10% des ménages retournés ou rapatriés. De plus, 7% des ménages retournés ont entamé le chemin du retour afin d'avoir accès à une meilleure assistance humanitaire fournie dans la localité d'origine. D'autres études ont notamment rapporté la dépendance de la population centrafricaine à l'aide humanitaire²². Alors que les déplacements sont principalement motivés par un sentiment d'insécurité, la décision de retour des ménages semble peu influencée par l'amélioration des conditions sécuritaires dans la localité d'origine (citée comme raison ayant motivé le retour par 8% des ménages retournés/rapatriés). Les ménages fuient donc leur domicile principalement à cause de l'insécurité mais retournent dans leur zone d'origine pour retrouver leur communauté ou famille, et non en raison d'une amélioration de la situation sécuritaire ce qui peut expliquer en partie pourquoi les ménages retournés ou rapatriés sont plus susceptibles que les ménages non-déplacés de craindre pour la sécurité d'au moins un membre de leur ménage (60% contre 48%).

Score de sévérité des besoins et déterminants principaux de la sévérité des besoins

Basée sur les résultats du MSNI, la presque totalité des ménages fait face à des besoins humanitaires sévères ou extrêmes (94%) (score de sévérité MSNI de 3 ou de 4) et **34% des ménages font face à des besoins humanitaires extrêmes** (score de sévérité MSNI de 4 uniquement)²³. Sur 4,9 millions d'habitants, 1,7 millions de personnes se trouvent donc dans une situation humanitaire extrêmement précaire²⁴.

Pour 41% des ménages avec des besoins humanitaires extrêmes, le **principal déterminant de leur score est un besoin sectoriel extrême en SAME et/ou EHA** (score de sévérité LSG de 4)²⁵. Le principal déterminant du score de 12% des ménages avec un score de sévérité MSNI de 4 est la coexistence de besoins sectoriels extrêmes dans au moins deux des trois secteurs de la protection, santé ou abris/AME. Les ménages restants, représentant presque la moitié des ménages faisant face à des besoins humanitaires extrêmes (47%), ont pour principal déterminant de leur score **un manque de capacité**. Cela signifie que même s'ils n'avaient pas de besoins sectoriels extrêmes en SAME, EHA ou coexistant en abris/AME, santé ou protection au moment de la collecte de données, ils ont eu recours à des stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance d'urgence notamment vendre la maison,

²¹ Pour plus d'information, se référer à « Annexe 5 : Calcul des scores composites sectoriels ».

²² Banque Mondiale, [République Centrafricaine - Vue d'ensemble](#) déclare 2,9 millions de centrafricains (plus la moitié de la population) qui dépendent de l'aide humanitaire lors de l'année 2019.

²³ Lorsque les expressions « sévérité des besoins multisectoriels sévère (ou extrême) », « besoins multisectoriels sévères (ou extrêmes) », « besoins humanitaires sévères (ou extrêmes) » ou « sévérité des besoins humanitaires sévère (ou extrême) » sont utilisées, cela fait référence tout au long de ce rapport à un score de sévérité MSNI de 3 (ou de 4).

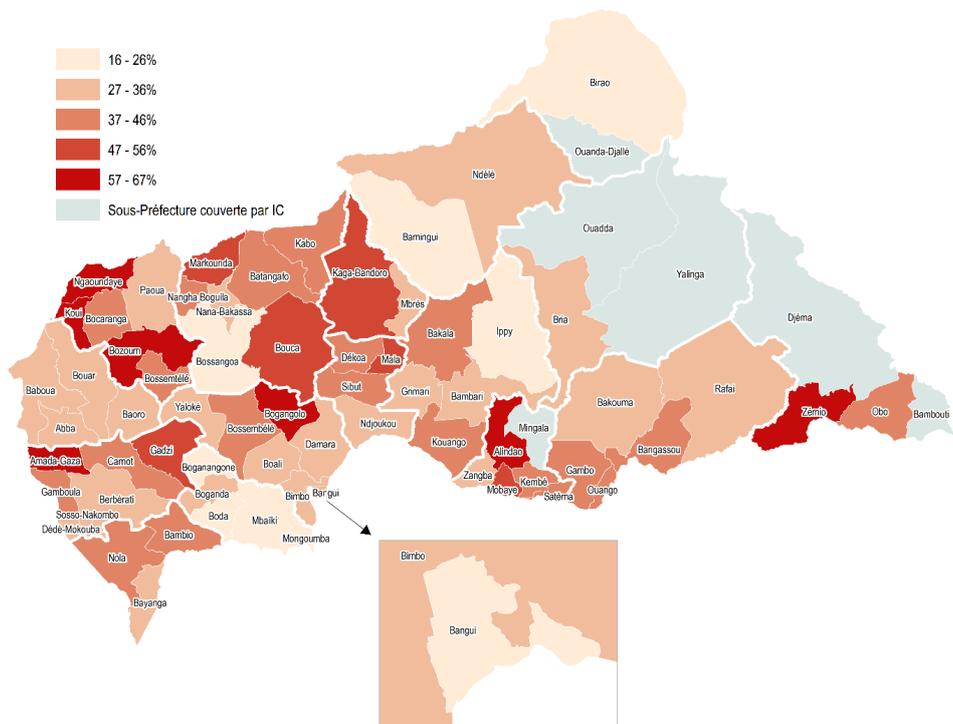
²⁴ Données calculées via le pourcentage de ménages ayant une sévérité des besoins extrême (score de sévérité MSNI de 4), appliqué au nombre total de la population tiré de [l'Aperçu des Besoins Humanitaires \(HNO 2020\)](#), République Centrafricaine estimant la population totale à 4,9M.

²⁵ Lorsque les expressions « besoin sectoriel sévère (ou extrême) » ou « sévérité des besoins sectoriels sévère (ou extrême) » sont utilisées, cela fait référence tout au long de ce rapport à un score de sévérité LSG de 3 (ou de 4).

la parcelle de terrain ou le champ, mendier ou s'engager dans des activités risquées ou illégales génératrices de revenus ou alors qu'ils dépendent uniquement de transferts d'argent, d'aides, de dons, d'emprunts, de dettes ou de la mendicité. Ces stratégies sont considérées comme négatives et non-viables pour répondre aux besoins primaires et ces ménages feront donc probablement face à des besoins sectoriels vitaux dans un futur proche.

De fortes variations sur le pourcentage des ménages faisant face à des besoins extrêmes à travers le pays sont observées que ce soit à travers les zones géographiques, les groupes de population ou encore les zones urbaines comparées aux zones rurales. En effet, alors qu'à Bossangoa se trouve le pourcentage le plus bas de ménages ayant des besoins humanitaires extrêmes (16%), **plus de la moitié des ménages ont des besoins multisectoriels extrêmes dans 11 sous-préfectures du pays**²⁶. Par ailleurs, parmi les ménages **ayant des besoins extrêmes, plus d'un tiers se concentre dans 7 sous-préfectures** : Bangui (9% des ménages centrafricains ayant un score MSNI de 4), Kaga-Bandoro (6%), Bimbo (5%), Paoua (4%), Alindao (4%), Berbérati (4%) et Ngaoundaye (3%).

Carte 1 : % des ménages ayant des besoins multisectoriels extrêmes (score de sévérité MSNI de 4), par sous-préfecture



Dépendamment des sous-préfectures, les déterminants principaux du niveau de sévérité des besoins humanitaires extrême des ménages varient. Parmi les 11 sous-préfectures où plus de la moitié des ménages ont des besoins multisectoriels extrêmes, 5 ont une plus grande proportion de ménages (que la proportion de 41% au niveau national) dont les besoins sont principalement déterminés par **des besoins sectoriels extrêmes en SAME et/ou EHA** (Amada Gaza : 72%* ; Zémio : 65%* ; Gadzi : 56%* ; Alindao : 45%* ; Ngaoundaye : 41%*). De plus, 5 sous-préfectures ont une plus grande proportion de ménages (que la proportion de 7% au niveau national) dont le déterminant principal de leurs besoins est un **besoin sectoriel extrême en EHA** (Bouca : 30%* ; Amada Gaza : 29%* ; Gadzi : 15%* ; Mala : 14% ; Alindao : 11%). Une plus grande proportion de ménages (que la proportion de 47% au niveau national) dans 7 de ces 11 sous-préfectures a une sévérité des besoins extrême qui est principalement déterminée par un **manque extrême de capacité** (Bogangolo : 99% ; Mala : 84% ; Markounda : 82% ; Bouca : 67%* ; Bozoum : 62%* ; Kouï : 61%* ; Ngaoundaye : 50%*). Finalement, 3 de ces 11 sous-préfectures ont une plus grande proportion de ménages (que la proportion de 12% au niveau national) dont la

²⁶ Zémio (67%), Ngaoundaye (62%), Kouï (61%*), Amada-Gaza (61%), Alindao (60%*), Bozoum (58%), Bogangolo (57%*), Markounda (55%*), Mala (53%*), Bouca (53%*) et Gadzi (51%*).

sévérité des besoins extrême est principalement déterminée par **des besoins sectoriels extrêmes coexistant en protection, santé ou abris/AME** (Alindao : 29%* ; Kouï : 18%* ; Amada Gaza : 18%).

Parmi les groupes de population ciblés, on remarque qu'un **ménage PDI en site ou lieu de regroupement sur deux a des besoins multisectoriels extrêmes** (51%), ce qui est une proportion significativement plus importante que pour les ménages non-déplacés (33%) ou les ménages retournés/rapatriés (34%). Les ménages PDI en famille d'accueil sont les plus touchés (39%) après les ménages PDI en site ou lieu de regroupement. Ces derniers sont une **proportion significativement plus élevée à avoir comme déterminant principal de ces besoins humanitaires extrêmes, des besoins sectoriels coexistant en santé, protection ou abris/AME** (36% vs. 12% au niveau national parmi les ménages avec des besoins humanitaires extrêmes). Bien que le pourcentage des ménages ayant des besoins extrêmes soit plus faible au sein des ménages non-déplacés, celui-ci représente **76% de la totalité des ménages ayant des besoins multisectoriels extrêmes**.

Des catégories de ménages sont particulièrement touchées dans certaines régions, notamment **les ménages retournés/rapatriés en Basse Kotto, les ménages PDI en site ou lieu de regroupement dans le Haut Mbomou ou les ménages PDI en famille d'accueil dans l'Ouham Pendé ou dans le Mbomou, où plus de deux tiers des ménages ont des besoins humanitaires extrêmes** (77%*, 75%*, 73%* et 71%* respectivement). La proportion de ménages retournés/rapatriés avec des besoins multisectoriels extrêmes en Basse Kotto dont le déterminant principal des besoins est un besoin sectoriel extrême en SAME (59%*) est significativement plus haute. Les ménages PDI en site et lieu de regroupement du Haut Mbomou avec des besoins multisectoriels extrêmes sont proportionnellement plus à avoir ce score déterminé par un besoin sectoriel extrême en EHA (22%*) et/ou en SAME (37%*) tout comme les ménages PDI en famille d'accueil avec des besoins humanitaires extrêmes dans le Mbomou (pour 59%* d'entre eux, ce score est déterminé par des besoins sectoriels extrêmes en EHA et/ou SAME).

Comparant les zones rurales et les zones urbaines, **les ménages vivant en zones rurales sont proportionnellement significativement plus affectés que les ménages vivant en zones urbaines**²⁷, avec 39% contre 31% respectivement des ménages ayant des besoins multisectoriels extrêmes. Cette différence est significative uniquement au sein des ménages PDI en famille d'accueil (54% en zone rurale contre 30% en zone urbaine). Au niveau préfectoral, cette différence s'observe dans la préfecture de l'Ouham où les ménages vivant en zones rurales sont proportionnellement plus à avoir des besoins extrêmes que ceux vivant en zones urbaines (49% vs. 23%*). Bien que les ménages ayant des besoins humanitaires extrêmes vivant en zones rurales ont plus souvent ce score déterminé principalement par un manque de capacité, les déterminants principaux de ces besoins entre les zones urbaines ou rurales ne sont pas significativement différents.

Besoins humanitaires prioritaires et modalités de réponse recommandées

Finalement, dans le but de pouvoir adapter au mieux la réponse humanitaire, les secteurs d'intervention prioritaires ainsi que les modalités de réponses souhaitées par la population sont étudiés pour mieux comprendre les besoins des populations affectées en RCA. **L'accès à la nourriture, l'accès à l'EHA ainsi que l'accès à la santé** sont les trois secteurs les plus souvent cités par les ménages comme prioritaires. C'est le cas pour chacun des groupes de population, excepté les ménages PDI en site et lieu de regroupement qui mentionnent plus souvent un besoin en **abris ou articles ménagers essentiels** par rapport à l'accès à la santé. Des différences au sein des groupes de population par zones géographiques sont aussi à relever, comme en Basse Kotto, en Haute Kotto ou dans la Nana Gribizi, où les ménages de chacun des groupes de population souhaite en priorité avoir **accès à des abris ou des AME au lieu d'un accès à l'EHA ou à la santé**. C'est également le cas pour les ménages PDI en site et les ménages retournés dans la Ouaka, pour les ménages PDI en site dans l'Ouham ou encore les ménages PDI en famille d'accueil dans la Nana Mambéré.

Les ménages rapportent préférer la provision d'argent liquide comme modalité de réponse humanitaire que ce soit pour payer les frais de scolarité, acheter du matériel pour leur abri, des AME, de la nourriture, de l'eau ou encore du matériel pour aller chercher de l'eau. En outre, le secteur de la santé constitue l'exception, dans le sens où les

²⁷ Pour plus d'information, se référer à la section « Couverture géographique ».

ménages déclarant l'accès à la santé comme un des trois secteurs prioritaires préfèrent plus souvent une modalité d'intervention sous la forme de provision de médicaments.

Conclusion

La crise sécuritaire centrafricaine affecte une vaste majorité des ménages et un tiers de la population fait face à des besoins multisectoriels extrêmes, avec pour déterminants principaux, des besoins sectoriels extrêmes en EHA ou en SAME ou un manque extrême de capacité. Bien que la crise impacte le territoire à l'échelle nationale, les différences restent significatives entre les différents groupes de population, les régions ou entre zones rurales et urbaines. Les données relatives aux besoins multisectoriels au niveau national étant incomplètes et la situation du pays étant particulièrement incertaine pour l'année à suivre au vu des futures élections présidentielles, le manque d'informations à combler reste conséquent, notamment en ce qui concerne l'évolution des besoins au cours du temps. En 2020, REACH facilitera un deuxième exercice de la MSNA afin de collecter des données relatives aux besoins multisectoriels à l'échelle nationale et ainsi combler les lacunes actuelles afin de mieux informer la réponse humanitaire.

TABLE DES MATIERES

RÉSUMÉ	1
Résultats clés	3
Conclusion.....	6
Liste des acronymes	8
Classifications géographiques	8
Liste des figures, des cartes et des tableaux	9
INTRODUCTION	10
MÉTHODOLOGIE	12
Aperçu de la méthodologie	12
Couverture géographique	12
Population ciblée.....	13
Collecte de données primaires et échantillonnage	14
Outils d'analyse.....	15
Limites	17
RÉSULTATS	19
Evènement / choc	19
Facteurs principaux de la crise actuelle en RCA.....	19
Vulnérabilités et conséquences de la crise.....	21
Besoins actuels.....	21
Redevabilité envers les populations affectées	32
CONCLUSION	34
ANNEXES.....	35
Annexe 1 : Termes de référence (lien).....	35
Annexe 2 : Table des indicateurs et données brutes (lien)	35
Annexe 3 : Résultats informateurs clés dans les sous-préfectures inaccessibles (lien)	35
Annexe 4 : Méthodologie d'échantillonnage	35
Annexe 5 : Calcul des scores composites sectoriels	42

Liste des acronymes

AIMWG	Groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information (<i>Assessment and Information Management Working Group</i>)
AME (NFI)	Articles ménagers essentiels (<i>Non-Food Item</i>)
CCCM	Coordination et gestion des camps (<i>Camp Coordination and Camp Management</i>)
CMP	Commission mouvement de populations
CG	Manque de capacité (<i>Capacity Gap</i>)
DTM	Matrice de suivi des déplacements (<i>Displacement Tracking Matrix</i>)
EHA (WASH)	Eau, hygiène et assainissement (<i>Water, Sanitation and Hygiene</i>)
GHS	<i>Global Human Settlement</i>
HCR (UNHCR)	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (<i>United Nations High Commissioner for Refugees</i>)
HHS	Indice domestique de la faim (<i>Household Hunger Scale</i>)
HNO	Aperçu des besoins humanitaires (<i>Humanitarian Needs Overview</i>)
HPC	Cycle de programme humanitaire (<i>Humanitarian programme cycle</i>)
HRP	Plan de réponse humanitaire (<i>Humanitarian Response Plan</i>)
ICCG	Groupe de coordination inter-cluster (<i>Inter-Cluster Coordination Group</i>)
IC (KI)	Informateurs clés (<i>Key Informant</i>)
JIAF	Cadre d'analyse intersectorielle conjointe (<i>Joint inter sectoral analysis framework</i>)
JIAG	Groupe d'analyse intersectorielle conjointe (<i>Joint inter sectoral analysis group</i>)
LSG	Manque en termes de niveau de vie (<i>Living Standard Gap</i>)
MSNA	Evaluation multisectorielle des besoins (<i>Multi-Sectoral Needs Assessment</i>)
MSNI	Indice des besoins multisectoriels (<i>Multi-sectoral needs index</i>)
MSSC	Moyens de subsistance et stabilisation communautaire (<i>Early recovery</i>)
OCHA	Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (<i>United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs</i>)
OIM (IOM)	Organisation internationale pour les migrations (<i>International Organization for Migration</i>)
PDI (IDP)	Personne déplacée interne (<i>Internally displaced people</i>)
PIN	Personnes dans le besoin (<i>People in Need</i>)
RCA (CAR)	République Centrafricaine (<i>Central African Republic</i>)
rCSI	Indice réduit de stratégies d'adaptation (<i>Reduced coping strategy index</i>)
RRM	Mécanisme de réponse rapide (<i>Rapid Response Mechanism</i>)
SAME (FSL)	Sécurité alimentaire et moyens de subsistance (<i>Food Security and livelihoods</i>)
SCA (FCS)	Score de consommation alimentaire (<i>Food Consumption Score</i>)
VBG (GBV)	Violence basée sur le genre (<i>Gender-Based Violence</i>)

Classifications géographiques

Préfecture	Niveau administratif le plus haut en dessous du niveau national, formé par un ensemble de sous-préfectures – 16 préfectures au total + Bangui
Sous-Préfecture	Niveau administratif formé par un ensemble de communes – 72 sous-préfectures au total ²⁸
Commune	Niveau administratif le plus bas – 175 communes au total

²⁸ Tous les arrondissements de Bangui ont été considérés comme une seule sous-préfecture.

Liste des figures, des cartes et des tableaux

Carte 1 : % des ménages ayant des besoins multisectoriels extrêmes (score de sévérité MSNI de 4), par sous-préfecture	4
Carte 2 : Couverture géographique.....	13
Carte 3 : % des ménages avec un score de sévérité MSNI de 4, par sous-préfecture:.....	24
Figure 1 : % de ménages déplacés, par raison principale du déplacement, par préfecture	19
Figure 2 : % de ménages retournés ou rapatriés, par raison principale de retour, par préfecture.....	20
Figure 3 : % des ménages avec un score de sévérité MSNI de 4, par déterminant principal du score.....	22
Figure 4 : Profils les plus courants des besoins sectoriels pour les ménages qui se sont révélés avoir des scores de sévérité LSG de 4 (% des ménages).....	23
Figure 5 : % des ménages avec un score de sévérité MSNI de 4, par déterminant principal du score et par groupes de population ciblés	27
Figure 6 : % des ménages avec un score de sévérité MSNI de 4, par déterminant principal du score et par zone de résidence.....	28
Figure 7 : % des ménages avec un score de sévérité MSNI de 3 ou de 4, par déterminant principal du score ...	29
Figure 8 : Top trois des modalités d'intervention les plus souvent souhaitées par les ménages.....	33
Tableau 1 : Principal déterminant des ménages de 11 sous-préfectures ayant plus de la moitié des ménages avec des besoins multisectoriels extrêmes	25
Tableau 2 : % de ménages ayant des besoins sectoriels sévères ou extrêmes par indicateurs EHA.....	30
Tableau 3 : % de ménages ayant pour principal déterminant du MSNI de 3 ou de 4 des besoins sévères ou extrêmes en EHA	31
Tableau 4 : Type d'enquêtes réalisées par communes	35
Tableau 5 : Nombre d'enquêtes réalisées par préfecture et groupe de population, par sous-préfecture ainsi que nombre de localités enquêtées par sous-préfecture.....	40
Tableau 6 : Justification de l'arbre décisionnel du MSNI – détérioration progressive de la situation d'un ménage vers des conditions humanitaires critiques	51
Tableau 7 : Arbre décisionnel du MSNI :	52

INTRODUCTION

Cette évaluation, réalisée durant l'été 2019, estime, qu'alors que 1,7 millions de centrafricains (34%) font face à des besoins humanitaires extrêmes, 2,9 millions autres personnes en Centrafrique (60%) font face à des besoins humanitaires sévères à la suite de la crise politique et sécuritaire qui affecte la majorité du territoire de la République centrafricaine (RCA) depuis 2012²⁹. Cela signifie donc que la quasi-totalité (94%) de la population en RCA a des besoins humanitaires importants.

Plus de 581 000 individus sont en situation de déplacement, pour certains prolongé depuis plusieurs années, tandis que 355 000 personnes ont pris le chemin de retour vers leur lieu d'origine³⁰ à la suite d'une accalmie observée dans certaines régions du pays (principalement le sud-ouest et Bangui), mais aussi suite à une volonté de rejoindre les membres de leurs communauté ou leur famille (raison principale mentionnée par près de la moitié (48%) des ménages retournés ou rapatriés).

Toutefois, la présence et l'influence encore importantes de groupes armés ne permet pas d'assurer la stabilité sur l'ensemble du territoire. Les luttes pour le contrôle du territoire se traduisent par de nombreux déplacements de population et le maintien dans une situation d'urgence humanitaire élevée pour bon nombre de ménages centrafricains. Les difficultés à la fois logistiques et sécuritaires limitent l'accès à de nombreuses zones du pays. En outre, de multiples axes n'ont pas pu être explorés pendant de nombreux mois, laissant les centres urbains au centre de l'attention humanitaire.

La planification humanitaire a été donc très peu informée au fil des ans et basée sur des informations peu fiables et incomparables sur la durée ou sur les différentes zones d'intervention. Afin de mettre à disposition de la communauté humanitaire des données permettant une compréhension holistique de la sévérité des besoins multisectoriels de la population centrafricaine sur l'ensemble du territoire, le groupe de coordination inter-cluster (*Inter-Cluster Coordination Group*, ICCG de son acronyme en anglais), dirigé par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (*Office for Coordination of Humanitarian Affairs*, OCHA de son acronyme en anglais), a initié une évaluation à l'échelle nationale entre juillet et août 2019, plus communément appelée MSNA (*Multi-Sectoral Needs Assessment*), qui a été facilitée par REACH. Co-dirigeant le groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information (*Assessment and Information Management Working Group*, AIMWG de son acronyme en anglais), REACH a travaillé en étroite collaboration avec chacun des membres du groupe de travail ainsi qu'avec les membres des clusters pour planifier et conduire l'évaluation. Afin de pouvoir utiliser les résultats pour informer les partenaires et les acteurs de la communauté humanitaire au niveau stratégique, l'évaluation a été conduite en amont du processus de l'aperçu des besoins humanitaires (*Humanitarian Needs Overview*, HNO de son acronyme en anglais) et du plan de réponse humanitaire (*Humanitarian Response Plan*, HRP de son acronyme en anglais) débutés en septembre 2019.

Les objectifs principaux de cette évaluation multisectorielle des besoins sont 1) de mieux comprendre les conditions de vie des populations affectées par la crise centrafricaine dans les 72 sous-préfectures du pays³¹, 2) mettre à disposition de la communauté humanitaire des informations permettant de renseigner la sévérité des besoins multisectoriels dans chacune de ces sous-préfectures ainsi que 3) de récolter des données permettant de a) comprendre les variations et différences existant entre les différents groupes de population (personnes déplacées internes (PDI) dans les sites et lieux de regroupement, PDI en familles d'accueil, retournés ou rapatriés et populations non-déplacées) et de b) comprendre les facteurs sous-jacents expliquant la sévérité des besoins entre les différentes zones et groupes de population évalués. De plus, une séparation entre les zones enquêtées définies

²⁹ Données calculées via le pourcentage de ménages ayant une sévérité des besoins sévère ou extrême (score de sévérité MSNI de 3 ou 4), appliqué au nombre total de la population, estimé à 4,9M d'habitants d'après [l'Aperçu des besoins humanitaires 2020 \(HNO\)](#).

³⁰ [RCA: Aperçu des Besoins Humanitaires \(HNO 2020\)](#).

³¹ Tous les arrondissements de Bangui ont été considérés comme une seule sous-préfecture.

comme rurales ou urbaines³² a été réalisée et permet une compréhension plus détaillée des différents besoins selon le milieu de vie à l'échelle de la préfecture.

Ce rapport présente une analyse des résultats clés de la collecte de données réalisée en juillet et août 2019 et a pour but de fournir une vue globale des différents besoins et des difficultés d'accès aux différents services que rencontre la population centrafricaine. Il est organisé de la manière suivante :

- Méthodologie : une description détaillée de la méthodologie utilisée ainsi que du processus de collecte de données
- Résultats clés liés aux chocs / événements
- Les besoins actuels
- Redevabilité envers les populations affectées
- Conclusion et recommandations

Cette étude n'aurait pas été possible sans la participation volontaire des personnes enquêtées, tout comme par le travail remarquable réalisé dans des conditions difficiles de la part des enquêteurs et des chargés de terrain. REACH est aussi reconnaissant de l'important soutien logistique mis à disposition par des organisations internationales lors de la période de collecte des données (ACTED, Action Contre la Faim, Concern Worldwide, Coopi, Conseil Danois pour les Réfugiés, Conseil Norvégien pour les Réfugiés, OCHA, Oxfam, Première Urgence Internationale, Solidarités International et Triangle Génération Humanitaire). La production de ce rapport est donc aussi le fruit d'une belle collaboration sur le terrain.

³² Pour plus de détails, merci de se référer à la section « Méthodologie – Couverture géographique ».

METHODOLOGIE

Aperçu de la méthodologie

En coopération avec les partenaires sectoriels, groupes de coordination et autres acteurs humanitaires, et sous le mandat de l'ICCG, REACH a pu faciliter la réalisation d'une évaluation multisectorielle qui a couvert l'ensemble des sous-préfectures du pays (division administrative 2) et l'ensemble des secteurs pertinents³³. Les indicateurs pour chacun des secteurs ont été définis en collaboration étroite avec les acteurs concernés (clusters et agences techniques), l'objectif étant que les indicateurs renseignés puissent informer le HNO/HRP, combler des lacunes en matière d'information et informer sur la sévérité des besoins multisectoriels et vulnérabilités observées.

Couverture géographique

Bien que la totalité du territoire ait été couverte, le contexte et l'opérationnalisation des évaluations en RCA se traduit par des difficultés d'accès à la fois logistiques et sécuritaires. Par conséquent, et en collaboration avec différents partenaires humanitaires du pays, une liste d'accès a été définie au sein de l'AIMWG qui a permis de définir en amont de la collecte de données des zones, à l'échelle de la commune, où des enquêtes ménages ne pourraient être réalisées. Afin d'être représentatif de chacune des sous-préfectures visitées, le territoire centrafricain a donc été divisé en deux : zones accessibles vs zones inaccessibles. Les zones inaccessibles consistent donc en toutes les communes prédéfinies comme inaccessibles pour des raisons logistiques ou sécuritaires³⁴, mais aussi, en toutes les zones inaccessibles lors de la saison pluvieuse ainsi qu'aux zones trop éloignées (plus d'un kilomètre) d'une route³⁵. De plus, dans la Vakaga, seule la ville de Biraou et l'axe menant à Takandja ont été retenus et, pour des raisons sécuritaires, les bandes frontalières de 25 km le long de la Bamingui Bangoran et de 10 km le long de l'Ouham, l'Ouham Pendé, de la Nana Mambéré et de la Mambéré Kadéï ont été exclues ainsi que les zones éloignées de plus de 30 km de la ville de Bria dans la Haute Kotto. Enfin, les zones ayant moins de 250 habitants dans un rayon de 2 km n'ont pas été considérées comme zones densément peuplées dans lesquelles des enquêtes ménages pouvaient être réalisées. Un total de 2 430 localités a finalement été retenu. Les communes définies comme inaccessibles d'un point de vue logistique ou sécuritaire mais qui se trouvent être au sein d'une sous-préfecture dont au moins une autre commune était accessible n'ont pas été couvertes. La représentativité de la sous-préfecture est garantie par les enquêtes ménages menées dans les communes accessibles.

Néanmoins, il a été déterminé que quatre sous-préfectures – Bambouti, Djéma, Ouanda Djallé et Yalinga –, comprenant une seule commune, n'étaient pas accessibles par REACH pour mener des enquêtes ménages tandis que deux autres sous-préfectures – Mingala et Ouadda – ne pouvaient pas être évaluées car l'accès sécuritaire ou logistique a été considéré comme limité dans la totalité des communes. Pour ces six sous-préfectures, où l'accès a été considéré comme limité, des entretiens avec des informateurs clés (IC) ayant des connaissances sur au moins une localité de ces sous-préfectures ont été menés. Les informations collectées permettent d'informer de manière indicative la situation des localités de ces sous-préfectures. En outre, les informations obtenues concernant les sous-préfectures de Mingala et de Ouanda Djallé ne sont pas assez robustes et ne permettent donc pas d'avoir des résultats fiables sur les besoins humanitaires de ces zones. Les résultats obtenus à Bambouti, Djéma, Ouadda et Yalinga ont été présentés dans des fiches d'information et sont téléchargeables [ici](#). Ces résultats ne sont donc pas présentés dans ce rapport qui fait état uniquement des besoins humanitaires des 66 sous-préfectures dans lesquelles des enquêtes ménages ont été réalisées.

Enfin, afin de pouvoir baser l'analyse sur les différences existant entre les zones rurales et urbaines, chaque localité enquêtée s'est vue attribuée une étiquette. Cette identification a été faite grâce à la base de données du *Global*

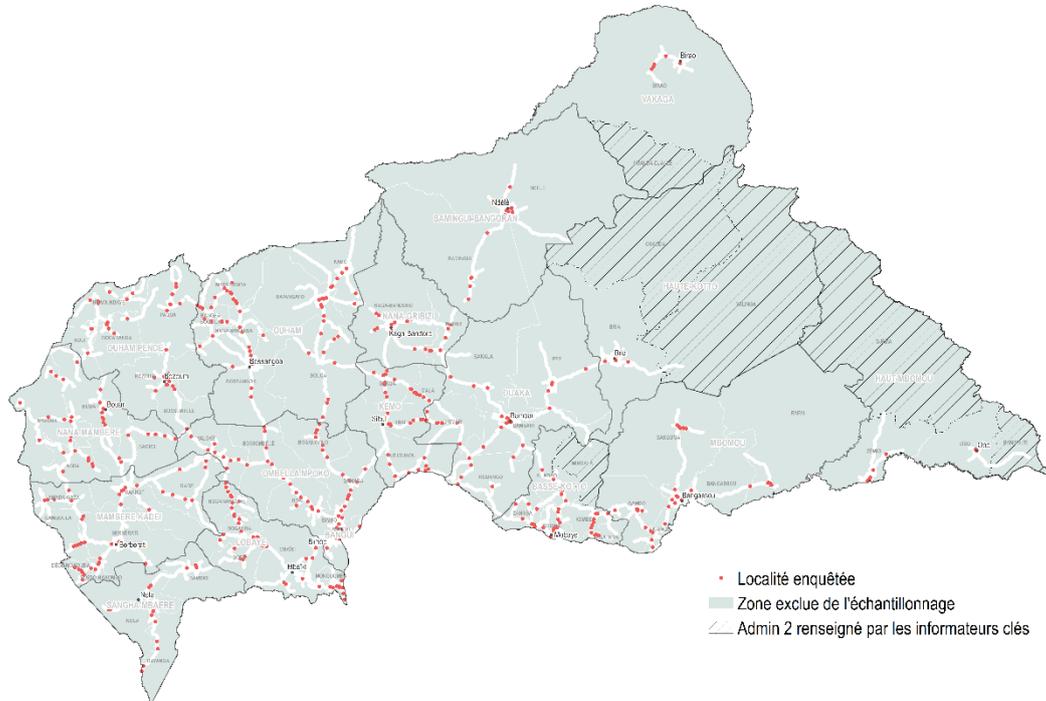
³³ REACH a collaboré avec les 10 clusters / sous-clusters présents en RCA : eau, hygiène et assainissement (EHA), sécurité alimentaire et moyens de subsistance (SAME), santé, coordination et gestion des camps (CCCM), abris et articles ménagers essentiels (AME), moyens de subsistance et stabilisation communautaire (MSSC), éducation, protection, violence basée sur le genre (VBG), protection de l'enfance ainsi que le cluster logistique.

³⁴ Pour plus de détails, merci de se référer « Annexe 4 : Méthodologie d'échantillonnage ».

³⁵ Basé sur le [réseau des routes recensées](#) croisé avec des données GPS.

*Human Settlement*³⁶ qui classifie les zones suivant leur densité de population répartissant les données entre zones rurales, zones urbaines à faible densité ou centres urbains à haute densité. Les deux dernières catégories ont été regroupées au vu du nombre restreint de centres urbains en RCA. De plus, une vérification et modification, si nécessaire, des données ont pu être réalisées grâce à un *cross-check* provenant d'une base de donnée plus ancienne, mais plus fine, réalisée par Facebook/ICIESIN³⁷ basée sur des images satellitaires.

Carte 2 : Couverture géographique



Population ciblée

Quatre groupes de population distincts ont été retenus :

- **Ménages non-déplacés** – tous les ménages qui, au moment de l'enquête, ne sont pas dans une situation de déplacement (retours inclus) en raison de la crise ;
- **Ménages déplacés en site et lieu de regroupement** – tous les ménages qui sont déplacés en raison de la crise et qui résident au moment de la collecte de données dans des sites et autres lieux de regroupement³⁸ ;
- **Ménages déplacés en famille d'accueil** – tous les ménages qui sont déplacés en raison de la crise et qui résident au moment de la collecte de données en famille d'accueil ;
- **Ménages retournés et rapatriés** – tous les ménages qui sont retournés dans leur zone d'origine – cela ne signifie pas nécessairement qu'ils ont rejoint / retrouvé leur foyer d'origine (certains ayant brûlés, des retournés ont reconstruits des villages à proximité immédiate de leurs anciens lieux d'habitation), ni qu'ils sont exactement dans la même localité ; cette catégorie inclut à la fois les ménages retournés internes et les rapatriés (depuis l'étranger).

Pour pouvoir être représentatif au niveau de la sous-préfecture mais également au niveau de la préfecture dépendamment du groupe de population, et au vu des difficultés logistiques à obtenir un échantillon purement aléatoire en RCA, un échantillonnage aléatoire simple stratifié a été appliqué. Afin de garantir un nombre suffisant

³⁶ [GHS SETTLEMENT GRID \(LDS\)](#).

³⁷ [Central African Republic: High Resolution Population Density Maps + Demographic Estimates](#).

³⁸ Alors que les sites sont officiellement reconnus par l'Etat centrafricain, les lieux de regroupement n'ont pas de caractère officiel.

d'enquêtes auprès des quatre groupes de population ciblés au niveau des préfectures, un nombre minimal d'enquêtes a été réalisé auprès de chacun des groupes de population en fonction du nombre de personnes vivant dans chacune des sous-préfectures³⁹. La taille de la population non-déplacée par commune (admin 3) est basée sur les données de OCHA de 2015⁴⁰, actualisées pour 2019 sur un taux de croissance de la population partagé par OCHA et estimé à 1,9% (taux de croissance par préfecture selon l'ONU). Les tailles des différents groupes de population sont quant à elles basées sur les données de l'OIM ainsi que sur le 7^{ème} rapport sur les déplacements de la matrice de suivi des déplacements (DTM) d'avril 2019⁴¹ pour toutes les sous-préfectures où la DTM a pu mener ses activités. Pour les sous-préfectures non-couvertes par la DTM, les données de population proviennent de la Commission de mouvement de populations (CMP) qui regroupe également des informations sur les tailles de chacun des différents groupes concernés, différenciant les ménages déplacés en site et lieu de regroupement et ceux en famille d'accueil ainsi que les ménages retournés et rapatriés. Un nombre de strates, comprenant un nombre de localités avec pour chacune un nombre d'enquêtes précis à réaliser, ont été prédéfinis par sous-préfecture en tenant compte du nombre d'habitants et de personnes par groupe de population par sous-préfectures. Un système de pondération a ensuite été mis en place afin d'obtenir des résultats représentatifs de la population en RCA par sous-préfecture ainsi que par groupes de population ciblés par préfecture. Les résultats sont donc pondérés en fonction 1) du nombre d'enquêtes réalisées au sein de chacune des strates par rapport à une estimation de la population de la localité et 2) du nombre de personnes enquêtées par groupe de population au sein de la sous-préfecture par rapport à la population totale pour chacun des groupes au sein de la sous-préfecture correspondante. Les localités prévues dans l'échantillonnage mais inaccessibles lors de la collecte de données ont, chacune, été remplacées par une autre localité sélectionnée aléatoirement parmi la liste des localités définies comme accessibles et remplissant les mêmes caractéristiques (au sein de la sous-préfecture en question et accueillant les mêmes groupes de population) afin de réaliser les enquêtes prévues dans la localité de départ.

Collecte de données primaires et échantillonnage

La collecte de données primaires réalisée auprès des ménages de la RCA, a débuté le 1er juillet et s'est terminée le 21 août 2019. Neuf agents de terrain ont été formés durant la semaine du 24 au 28 juin 2019 et les équipes ont par la suite été renforcées par 4 agents de terrain supplémentaires. Des enquêteurs locaux ont été recrutés afin de garantir qu'ils soient acceptés dans les zones de conflits, et une attention particulière a été portée, dans la mesure du possible, au déploiement d'agents de terrain capables de communiquer dans les dialectes locaux. Les outils ont été créés en français et mis à disposition des agents de terrain sur KoboToolBox afin que ces derniers aient le temps de s'approprier le questionnaire et de se mettre d'accord sur une traduction en Sango de certains termes. Ils ont ensuite été déployés sur le territoire centrafricain pour composer une équipe terrain de 8 à 10 enquêteurs recrutés localement, les former et les superviser afin de réaliser les enquêtes parmi les 66 sous-préfectures définies comme accessibles. L'équipe terrain chargée de couvrir la ville de Bangui, étant déjà complète et formée, a pu profiter de la première semaine pour réaliser des enquêtes pilotes. Les agents de terrain ont été formés au respect des différentes valeurs humanitaires afin d'être, notamment, capables d'expliquer le but et l'objectif de l'étude aux ménages enquêtés et de leur faire comprendre que cette étude ne contribuerait aucunement à un apport d'aide direct pour les ménages sélectionnés. L'importance du caractère bénévole de l'enquête et celle de ne pas interroger d'enfants de moins de 16 ans ont été relevées.

Les différents groupes de population ciblés ont été choisis en collaboration avec l'AIMWG et les différents partenaires. Ayant peu de sources sûres quant au nombre de ménages rapatriés (notamment concernant le nombre et l'emplacement des ménages volontairement rapatriés), il a été décidé qu'il était plus prudent de considérer un groupe unique comprenant les ménages qui ont pu retourner dans leur zone d'origine ou sont en train d'y retourner que ce soit après avoir dû trouver refuge dans un pays frontalier ou dans une zone plus sécurisée du pays⁴². De plus, ayant accès aux estimations sur le nombre de ménages dans les différents sites de déplacement recensés par la DTM dans 10 préfectures, ainsi que leurs estimations sur le nombre de ménages déplacés en famille

³⁹ Certains quotas n'ont pas été atteints pour des raisons logistiques ou après nettoyage de données. Le nombre d'enquêtes réalisées se trouve dans « Annexe 4 : Méthodologie d'échantillonnage ».

⁴⁰ Données HDX : [Central African Republic Population by Admin](#).

⁴¹ [DTM Round 7](#).

⁴² A noter que sur 1 111 enquêtes réalisées auprès de ménages retournés ou rapatriés, seules 21 ont été réalisées auprès de ménages rapatriés.

d'accueil, couplées avec les données de la CMP et du RRM, ces deux groupes clés de population ont pu être différenciés.

Au total, 9 260 enquêtes ménages ont été menées afin d'avoir des résultats représentatifs pour les groupes de population ciblés au niveau de la préfecture et indifféremment des groupes au niveau des différentes sous-préfectures. Pour ces deux échantillons, le nombre d'enquêtes à réaliser a été prévu pour atteindre un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 10% en ajoutant une marge d'erreur de 7% pour chacun des quotas afin de pouvoir les compléter après nettoyage des données. Finalement, 8 147 enquêtes ont pu être analysées avec une marge d'erreur pouvant aller au-delà des 10% pour certains groupes pour des raisons logistiques et une méthodologie qui restreint les enquêtes réalisées au sein de localités prédéfinies et par conséquent un effet de stratification (*design effect* en anglais) relativement conséquent pour certaines sous-préfectures. De plus, afin de nuancer les résultats et d'être représentatif de la population globale, un minimum de 30 ménages non-déplacés a été interrogé dans chacune des sous-préfectures⁴³.

Outils d'analyse

Tous les outils d'analyse ont été créés en collaboration avec les partenaires techniques et les clusters et ont été validés par l'AIMWG. De plus, soutenu OCHA, les groupes de travail et les clusters en amont du HPC 2020 en partageant les données préliminaires, en présentant les résultats sectoriels préliminaires aux clusters et en préparant les indicateurs nécessaires au calcul du nombre de personnes dans le besoin (*People in Need*, PIN de son acronyme en anglais) aux niveaux multisectoriels et sectoriels.

Ce rapport est, quant à lui, basé principalement sur les données utilisées pour calculer le MSNI. Le MSNI est une approche d'analyse proposée par REACH pour les évaluations multisectorielles des besoins réalisées en 2019 à travers le monde qui incorpore certains éléments de la version préliminaire du JIAF et qui a pour but de tester un modèle qui attribue un score de sévérité des besoins multisectoriels par ménage basé sur des scores sectoriels composites. Le MSNI est donc utilisé comme une solution préliminaire proposée pour l'analyse multisectorielle au sein de la MSNA. Le score MSNI⁴⁴ en RCA est basé sur un système d'arbre décisionnel et attribue un score à chaque ménage dépendamment de chacun des scores sectoriels basés sur des indicateurs composites. Le score final varie sur une échelle de 1 à 4⁴⁵. Chaque score sectoriel composite est également basé sur un arbre décisionnel et chaque ménage obtient un score de sévérité de besoins sectoriels⁴⁶ allant lui-aussi de 1 (aucun / minimal) à 4 (extrême). Ces scores se basent sur les indicateurs sectoriels suivants⁴⁷ :

- **Manques en terme de niveau de vie (*Living Standard Gap*, LSG de son acronyme en anglais) en SAME**
 - Le score HHS
 - Le score FCS
 - Le score rCSI
- **LSG en EHA**
 - Bien-être : morbidité liée à l'EHA chez les enfants de moins de cinq ans
 - Bien-être : indice de sûreté EHA
 - Niveau de vie : accès à une source d'eau améliorée
 - Niveau de vie : accès à une quantité suffisante d'eau
 - Niveau de vie : accès à des infrastructures sanitaires fonctionnelles
 - Niveau de vie : accès au lavage des mains et au savon

⁴³ Après nettoyage des données, 7 sous-préfectures sont analysées avec moins de 30 enquêtes auprès de ménages non-déplacés (Alindao (28), Batangafo (27), Gambo (16), Kabo (24), Ouango (24), Paoua (27) et Rafai (18)) et les résultats de ces sous-préfectures ne sont donc pas représentatifs des besoins de la population non-déplacée.

⁴⁴ Mentionné comme « besoins multisectoriels » ou « besoins humanitaires » tout au long du rapport.

⁴⁵ 1 signifiant que le ménage n'a aucun besoin ou des besoins multisectoriels minimaux, avec un score de 2, le ménage fait face à des besoins multisectoriels inquiétants, un ménage ayant des besoins multisectoriels sévères se voit attribuer un score de 3 et, finalement, un ménage ayant des besoins multisectoriels extrêmes obtient un score de 4.

⁴⁶ Ces scores composites signifient que le ménage fait face à des manques en terme de niveau de vie (*Living Standard Gap*, LSG de son acronyme en anglais) dans le secteur. L'expression « besoins sectoriels » se réfère donc à un LSG dans le secteur en question.

⁴⁷ Pour plus de détails, merci de se référer à « Annexe 5 : Calcul des scores composites sectoriels ».

- **Manque de capacité**
 - L'indice LCS : stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance utilisées
 - La dépendance à l'aide humanitaire ou à une source de revenu non fiable ou dangereuse
- **LSG en santé**
 - Bien-être : prévalence de la mortalité liée à la santé dans les ménages
 - Bien-être et niveau de vie : fardeau de la maladie et capacité d'accès aux soins de santé (comme indication de la probabilité d'une mortalité accrue)
 - Niveau de vie : capacité d'accès aux soins de santé maternelle
- **LSG en protection**
 - Bien-être : sécurité et bien-être en général
 - Bien-être : signes de détresse psychosociale
 - Niveau de vie : préoccupations liées à la protection liée au travail
 - Niveau de vie : accès aux services essentiels
- **LSG en abris ou AME**
 - Bien-être et niveau de vie : espace de vie privé et adéquat
 - Niveau de vie : score AME et calcul du cumul liste AME
- **Impact de la crise⁴⁸**
 - Statut de déplacement
 - L'accueil d'un autre ménage dans son foyer
- **LSG en éducation**
 - Niveau de vie : taux de fréquentation scolaire

Concrètement, cela signifie que l'indice des besoins multisectoriels final est construit de la manière suivante :

1. Retient le score le plus élevé du ménage entre le score de sévérité LSG dans les secteurs de la santé, de la protection ou de l'abri/AME
2. Si le score d'impact du ménage est plus faible que le score obtenu à la première étape, alors l'on retient le score d'impact de la crise sur le ménage
3. Si les scores de sévérité LSG coexistent entre deux des secteurs de la santé, de la protection ou de l'abri/AME et sont plus élevés que le score d'impact, alors l'on retient le score de sévérité LSG coexistant dans ces deux secteurs
4. Retient le score de sévérité LSG en EHA, SAME, ou le manque de capacité si un de ces scores est plus élevé que le score obtenu à la troisième étape
5. Si le score final est de 1 mais que le score de sévérité LSG en santé, protection, abris/AME ou éducation est de 3 ou 4, alors le score final devient plus sévère et passe à 2.

Le MSNI a été construit sur cette méthodologie dans le but de refléter, aussi précisément que possible, la détérioration progressive de la situation d'un ménage jusqu'à atteindre des besoins multisectoriels considérés comme extrêmes. Cela se produit lorsqu'un ménage fait face à un effondrement complet de son niveau de vie et l'épuisement des mécanismes d'adaptation possibles, entraînant donc un risque accru pour le bien-être physique et mental du ménage et un risque accru de mortalité au sein du ménage. La sévérité des besoins multisectoriels d'un ménage est basée sur trois composantes :

1. La première composante du MNSI considère les besoins sectoriels en termes de niveau de vie du ménage (score de sévérité LSG). Le niveau de vie est déterminé lui-même selon trois caractéristiques :
 - a. La première fait référence aux besoins sectoriels d'un ménage en SAME et EHA. Ces besoins sont les causes principales de la sévérité des besoins d'un ménage selon l'arbre

⁴⁸ Tout ménage en RCA s'est vu attribuer un score d'impact de minimum 2, car l'hypothèse a été faite que tout ménage a été indirectement impacté par la crise sécuritaire nationale et aucun ménage ne s'est vu attribuer le score d'impact de 4 car les informations recensées par l'étude ne permettent pas de différencier entre les ménages sévèrement impactés par la crise et ceux qui l'ont été de manière extrême. Tout ménage est donc considéré comme ayant été impacté par la crise centrafricaine de manière inquiétante ou sévère dépendamment de son statut et de l'accueil ou non d'un autre ménage au sein du foyer.

décisionnel étant donné que ce sont généralement les derniers secteurs qui se détériorent avant que la mortalité ne commence à augmenter au sein d'un ménage.

- b. Ensuite, bien que l'abri, la santé et la protection puissent être des causes de mortalité, la sévérité des besoins du ménage dans ces secteurs est plus difficile à mesurer. Moins de poids est donc accordé aux scores composites de ces secteurs et leur gravité est prise en compte s'il existe une coexistence entre 1) deux de ces trois secteurs ou 2) un de ces secteurs et le score d'impact du ménage.
 - c. Finalement, les besoins en termes d'éducation peuvent fournir une indication d'un besoin humanitaire chronique au sein d'un ménage mais ne sont pas un facteur de mortalité en soi. Celui-ci augmente la sévérité des besoins d'un ménage si ce dernier n'avait jusque-là peu, ou pas, de besoins mais fait face à des besoins sectoriels extrêmes ou sévères en éducation.
2. La deuxième composante du MSNI tient compte des mécanismes d'adaptation. Il est probable qu'un ménage maintienne son niveau de vie en s'appuyant sur des stratégies d'adaptation extrêmes et irréversibles et qu'il finira donc par faire face à un des besoins sectoriels une fois que ces stratégies auront été épuisées.
 3. Finalement, le score d'impact est considéré comme un facteur contributif et est utilisé pour vérifier une sévérité des besoins sectoriels sévère ou extrême mais n'est pas un déterminant de la sévérité des besoins d'un ménage.

A noter donc que, comme tout ménage s'est vu attribuer un score d'impact de 2 ou de 3, **un ménage avec un des besoins multisectoriels extrêmes en RCA a) a soit des besoins sectoriels extrêmes en EHA et/ou en SAME, ou b) fait face à un manque de capacité extrême et/ou c) a des besoins sectoriels extrêmes dans au moins deux des secteurs de protection, santé ou abris/AME.**

Limites

A la lecture de ce rapport, il est important de garder à l'esprit lors de l'interprétation des résultats présentés qu'il était **impossible de couvrir l'entièreté du territoire** centrafricain. En effet, que ce soit pour des raisons logistiques ou sécuritaires certaines zones ont dû être exclues de l'échantillonnage en amont de la collecte de données et d'autres localités prévues par l'échantillonnage n'ont pas pu être couvertes. Les détails concernant les communes définies comme inaccessibles en amont de la collecte sont détaillés dans l'annexe « Zones accessibles » et ont été définies en collaboration avec les partenaires impliqués dans l'élaboration de la méthodologie. Ceci implique donc que les résultats ne sont pas représentatifs pour chacune des zones exclues de l'échantillonnage.

De plus, les résultats de deux des six sous-préfectures couvertes grâce à des informateurs clés pour raison d'inaccessibilité totale n'ont pas pu être exploités à cause d'informations insuffisantes dû à un manque d'informateurs clés trouvés. Les besoins humanitaires des 72 sous-préfectures du pays ne sont donc pas couverts par cette MSNA, qui a des **données fiables pour 70 sous-préfectures centrafricaines.**

Il est également important de tenir compte que **les résultats présentés dans ce rapport font état de la situation humanitaire du pays lors de la collecte de données**, soit entre le 1er juillet et le 21 août 2019. Par exemple, la situation humanitaire s'étant significativement détériorée dans la sous-préfecture de Birao suite à l'affrontement de deux groupes armés début septembre, quelques semaines après la fin de la collecte de données de la MSNA et qui a forcé le déplacement de près de 20 000 personnes d'après un rapport publié par OCHA au 20 septembre 2019⁴⁹ alternent probablement les résultats obtenus entre juillet et août 2019. Le HRP ayant pu tenir compte de cette évolution des besoins dans sa planification et pour le HNO, les résultats présentés dans ce rapport diffèrent de ceux provenant du HNO/HRP.

Ensuite, en raison d'un échantillonnage stratifié pondéré et d'un nettoyage des données strict (1 113 enquêtes inexploitable), **le niveau de représentativité statistique ciblé** au départ, d'un niveau de confiance de 95% et

⁴⁹ OCHA République centrafricaine (RCA): [Mise à jour de la réponse humanitaire à Birao, préfecture de la Vakaga \(Du 12 au 20 septembre 2019\).](#)

une marge d'erreur de 10%, n'est pas toujours atteint et donc un niveau de précision statistique plus faible est à appliquer pour certaines sous-préfectures et certains groupes de population au niveau des préfectures. Chaque proportion établie sur la base des résultats de cette évaluation dont **la marge d'erreur dépasse les 10% est suivi d'un astérisque** et indique que les résultats sont à titre indicatif uniquement.

Les ménages retournés et rapatriés sont inclus dans une seule catégorie de population mais **seules 21 enquêtes ont été réalisées auprès de ménages rapatriés** et les résultats concernant ce sous-ensemble représentent donc de manière significative les besoins des ménages retournés et uniquement de manière indicative les besoins des ménages rapatriés.

Bien qu'un nombre minimal de 30 enquêtes auprès de la population non-déplacée ait été réalisé afin de pouvoir être représentatif de la population globale au niveau de la sous-préfecture, les résultats relatifs à certaines sous-préfectures sont basés sur un nombre relativement faible d'enquêtes réalisées auprès de ce groupe de population, dû au nettoyage de données. C'est le cas d'Alindaï, de Batangafo, de Gambo, de Kabo, de Ouango, de Paoua et de Rafai où moins de 30 enquêtes au niveau de la sous-préfecture ont été réalisées auprès de la population non-déplacée (28, 27, 16, 24, 24, 27 et 18 respectivement). Les résultats peuvent donc être moins robustes pour ces sous-préfectures et le niveau de précision statistique plus faible.

A noter également que **la classification des localités enquêtées entre zones rurales ou urbaines** qui se base principalement sur les données du GHS (bien que couplée avec les données Facebook/CIESIN) reste indicative pour certaines localités dû à différentes résolutions utilisées entre les deux bases de données. Il faut donc noter que si une localité n'a pas pu se voir attribuer une classification, alors la localité a été considérée comme rurale : De plus, une marge de 1 km a été établie autour des zones considérées comme urbaines afin d'inclure chacun des ménages vivant aux alentours proches des zones urbaines comme habitants de zones urbaines.

Bien que chaque ménage enquêté se soit vu attribué un score de sévérité sectoriel pour chacun des secteurs, et par conséquent un score de sévérité multisectoriel, un nombre non-négligeable de résultats se réfèrent à **un sous-ensemble de population** et ont par conséquent **un niveau de précision statistique plus faible**. Ces résultats sont donc indicatifs.

Afin de construire des indicateurs composites sectoriels pour attribuer un score de sévérité des besoins sectoriels par ménage et, par extension, obtenir un score de sévérité des besoins multisectoriels unique par ménage, un certain nombre d'hypothèses a été fait. **Certaines hypothèses ne s'appliquent probablement pas à toutes les sous-préfectures** et peuvent influencer le score final des besoins multisectoriels. Cet indice de sévérité multisectoriel est donc également à interpréter avec précaution, en gardant les déterminants des différents scores de sévérité sectoriels à l'esprit.

Finalement, il est possible que les réponses des enquêtés aient été influencées par une période de rappel inexacte, une traduction du questionnaire biaisée, des contraintes sociales ou des préoccupations sécuritaires dans les zones touchées par des conflits armés. La formation des agents de terrain, la demande de consentement, des enquêtes anonymes et confidentielles et le contrôle de la qualité de données ont été conçus pour réduire les biais et les erreurs potentiels.

RESULTATS

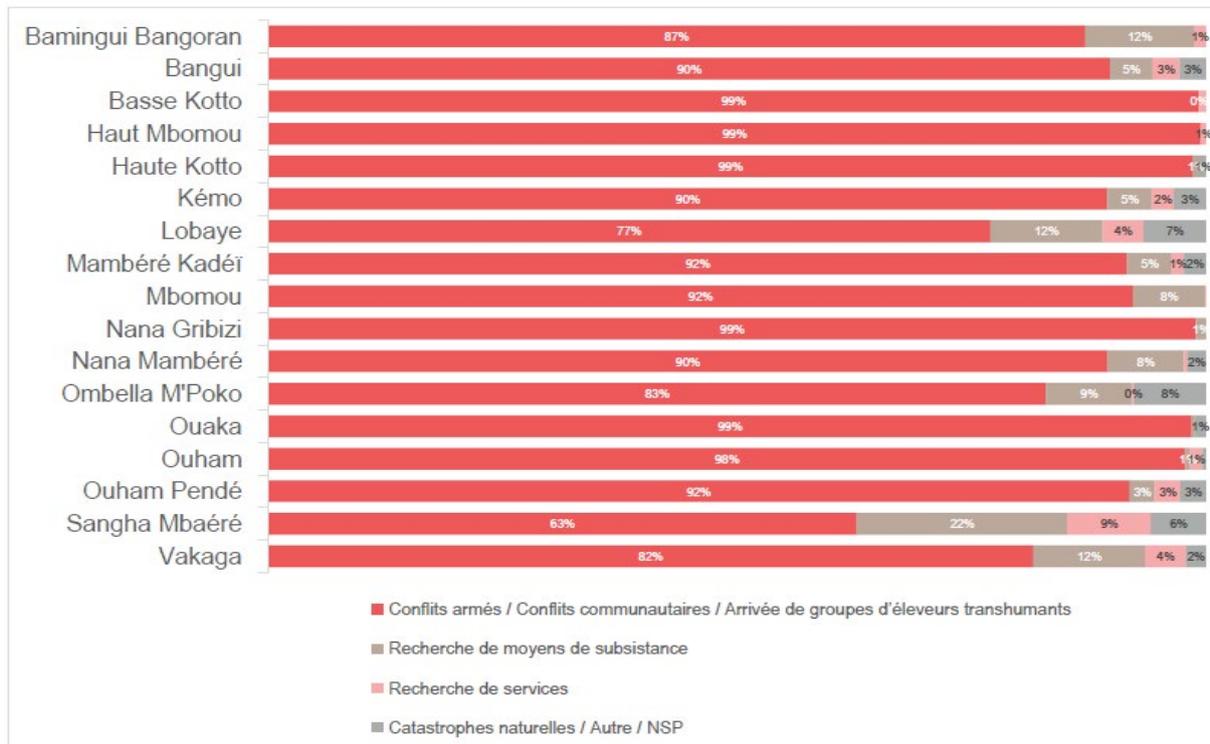
Evènement / choc

Facteurs principaux de la crise actuelle en RCA

Depuis 2013, la République Centrafricaine traverse une période marquée par la violence. En conséquence, la moitié des ménages centrafricains (49%) déclarent craindre pour la sécurité d'au moins un membre de leur ménage et l'insécurité pousse les populations à fuir leur lieu de résidence. Malgré une accalmie des incidents sécuritaires⁵⁰ et une augmentation du taux de retour dans certaines sous-préfectures⁵¹, les conséquences directes de la crise continuent d'influencer les mouvements de populations. Au total presque 600 000⁵² personnes sont recensées comme déplacées et 355 000⁵³ personnes retournées ou sur le chemin du retour vers leur zone d'origine. De plus, près de 100 000⁵⁴ personnes seraient retournées en RCA depuis les pays voisins.

Les ménages déplacés ont donc principalement dû **fuir leur localité d'origine suite à des conflits armés** (65% des ménages déplacés les déclarent comme raison principale de leur déplacement), **des conflits communautaires** (pour 24% des ménages déplacés) ou **à l'arrivée d'éleveurs transhumants** (pour 4% des ménages déplacés). Ces trois raisons sont les causes principales du déplacement pour plus de deux tiers des ménages déplacés dans chacune des préfectures, excepté en Sangha Mbaéré où 63% des ménages déclarent avoir fui pour cause de conflits et 31% pour pouvoir avoir un meilleur accès à des moyens de subsistance (22%*) ou un meilleur accès à des services de base (9%).

Figure 1: % de ménages déplacés, par raison principale du déplacement, par préfecture



⁵⁰ D'après *Armed Conflict Location Event Dataset*, République Centrafricaine, consulté le 25 février 2020.

⁵¹ Notamment du nombre rapatriements volontaires recensés par le UNHCR dans leur [fiche d'information sur la situation générale du rapatriement facilité](#).

⁵² Au 31 juillet 2019, d'après [l'Aperçu des besoins humanitaires 2020](#).

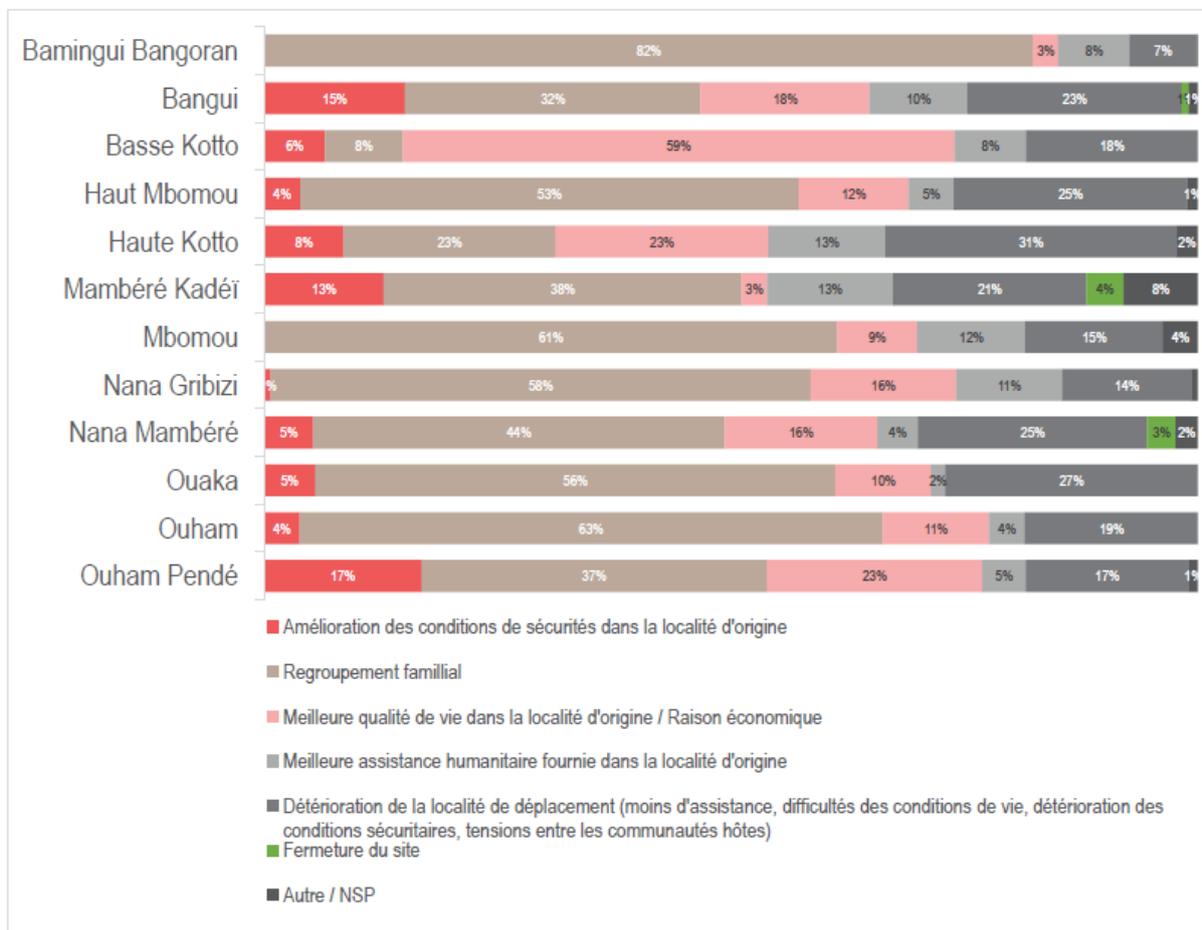
⁵³ Au 1^{er} septembre 2019, d'après [l'Aperçu des besoins humanitaires 2020](#), basé sur la CMP.

⁵⁴ D'après [l'Aperçu des besoins humanitaires 2020](#), basé sur la situation de rapatriement volontaire et la situation de rapatriement spontané du HCR.

La majorité des ménages retournés ou rapatriés ont rejoint leur zone d'origine principalement pour **retrouver les membres de leur communauté ou de leur famille** (48% des ménages déclarent que c'est la raison principale de leur retour). Trente-trois pour cent (33%) des ménages retournés ou rapatriés ont entamé le retour dans leur zone d'origine mentionnant de meilleures conditions dans la localité d'origine (meilleure assistance humanitaire fournie (7%)), une meilleure qualité de vie (13%), une amélioration des conditions sécuritaires (8%), des raisons économiques (5%)) comme raisons principales motivant le retour. Cependant, 18% des ménages retournés rapportent des conditions plus difficile dans la zone de déplacement (moins d'assistance humanitaire (5%)), des difficultés d'accès aux ressources ou à une source de revenu (10%), un sentiment d'insécurité (1%) ou des tensions avec les communautés hôtes (1%)) comme raisons principales motivant leur retour dans leur zone d'origine.

Les raisons principales de retour varient d'une préfecture à l'autre. En Basse Kotto, plus de la moitié des ménages retournés (59%*) repartent dans leur localité d'origine afin d'avoir accès à une meilleure qualité de vie ou pour des raisons économiques alors que 17%* des ménages retournés dans l'Ouham Pendé, 15% à Bangui et 13% dans la Mambéré Kadéï ont pu rejoindre leur localité d'origine grâce à une amélioration des conditions sécuritaires.

Figure 2: % de ménages retournés ou rapatriés, par raison principale de retour, par préfecture



Les ménages déplacés centrafricains quittent donc leur localité d'origine principalement à cause d'un sentiment d'insécurité alors qu'ils entament leur retour pour retrouver les membres de leur famille ou pour avoir accès à de meilleures conditions de vie et non pas grâce à une amélioration avérée des conditions sécuritaires dans la localité d'origine (citée comme raison principale ayant motivé le retour par 8% des ménages retournés/rapatriés au niveau national).

Vulnérabilités et conséquences de la crise

Une large majorité des ménages centrafricains est impactée, directement ou indirectement, par la crise. Les résultats de cette évaluation montrent que près d'un ménage sur deux (49%) craint pour la sécurité d'au moins un membre de son ménage et plus d'un quart des ménages (27%) a subi un décès dans sa famille lors des 90 jours précédant la collecte de données. Ce pourcentage monte jusqu'à 47%* en Basse Kotto. Parmi tous les ménages ayant subi et rapporté un décès lors de l'enquête, l'âge moyen de la personne décédée est de 38 ans et près de deux tiers (66%) de ces décès faisaient suite une maladie. Les causes varient aussi d'une préfecture à l'autre et près d'un tiers des décès (32%*) en Haute Kotto et dans le Haut Mbomou (28%) est lié aux conflits armés. En outre, la population est quotidiennement impactée par la crise et a peu de moyens. En effet, 63% des ménages rapportent vivre avec moins de 50 000 XAF⁵⁵ par mois et leur principale source de revenu est l'agriculture ce qui dénote d'une situation précaire. Presque deux tiers des ménages (64%) ont eu recours à au moins une stratégie d'adaptation de crise, et 19% à une stratégie d'adaptation d'urgence⁵⁶ afin de subvenir à leurs besoins au cours des 30 jours précédant la collecte de données. De plus, 42% des ménages disent utiliser une source d'eau non-améliorée⁵⁷ comme source principale d'eau de boisson et 73% des ménages jugent l'accès actuel aux installations sanitaires insuffisant ou pas suffisant du tout pour répondre à leurs besoins essentiels. Le système scolaire est également limité et le taux de fréquentation reste faible dans le pays avec un taux rapporté d'enfants en âge scolarisable (entre 3 et 17 ans) ayant fréquenté l'école lors de l'année scolaire 2018-2019 pendant moins de 6 mois s'élevant à 28% (24% n'y étaient pas inscrits du tout).

Besoins actuels

Basé sur le score de sévérité MSNI, 94% des ménages centrafricains ont des besoins multisectoriels sévères ou extrêmes (score de sévérité MSNI de 3 ou 4), dont **34% ont des besoins multisectoriels extrêmes** (score de sévérité MSNI de 4)⁵⁸. Sur 4,9 millions d'habitants en République Centrafricaine, cela signifie que **1,7 millions de personnes ont des besoins humanitaires extrêmes**⁵⁹.

Parmi les 34% des ménages qui se sont révélés avoir des besoins multisectoriels extrêmes⁶⁰, 35% de ces ménages ont comme déterminant principal de ce score des besoins sectoriels extrêmes en SAME et pour 7% en EHA (1% d'entre eux ayant des besoins sectoriels coexistant dans les deux secteurs). Les secteurs SAME et EHA étant deux secteurs vitaux pour les ménages, ce sont les derniers secteurs pour lesquels les ménages auront recours à des stratégies d'adaptation pour combler des besoins sévères ou extrêmes. Ces besoins sectoriels extrêmes en SAME sont principalement dus à un indice domestique de la faim (*Household Hunger Scale*, HHS de son acronyme en anglais) sévère ou un HHS modéré couplé à un score de consommation alimentaire (*Food Consumption Score*, FCS de son acronyme en anglais) faible et un indice réduit de stratégies d'adaptation (*reduced Coping Strategy Index*, rCSI de son acronyme en anglais) élevé. Un ménage avec un HHS sévère révèle une insécurité alimentaire caractérisée par la privation de nourriture et une faim réelle⁶¹. Un FCS faible couplé à un rCSI élevé indiquent que le ménage a une consommation alimentaire insuffisante et a, de plus, utilisé des stratégies d'adaptation

⁵⁵ Représentant environ 85\$.

⁵⁶ Les stratégies de crise comprennent 1) vendre des actifs productifs ou moyen de transport (matériel agricole, machine à coudre, brouette, vélo, voiture, etc.), 2) réduire les dépenses non-alimentaires essentielles, telles que l'éducation ou la santé, 3) retirer les enfants de l'école, 4) consommer des semences ainsi que les stratégies d'urgence qui consistent à 1) vendre la maison, la parcelle de terrain ou le champ, 2) mendier ou 3) un membre de la famille a dû s'engager dans des activités risquées ou illégales génératrices de revenus (vols, vente de stupéfiants, travail avec groupes armés, prostitution, etc.).

⁵⁷ Puits non-protégé (15%), source non-améliorée (18%), eau de pluie (5%) ou cours d'eau (4%).

⁵⁸ Lorsque les expressions « besoins multisectoriels sévères (ou extrêmes) » ou « besoins humanitaires sévères (ou extrêmes) » sont utilisées, cela fait à chaque fois référence à un score de sévérité MSNI de 3 (ou de 4).

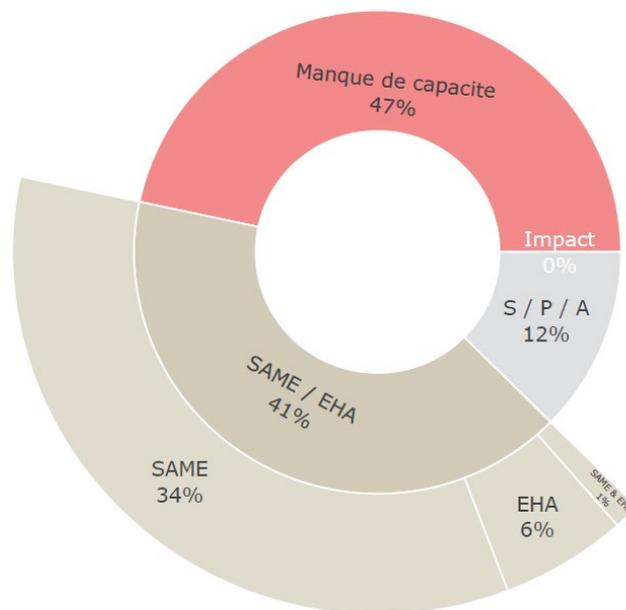
⁵⁹ Donnée calculée via le pourcentage de ménages ayant des besoins multisectoriels extrêmes (score de sévérité MSNI de 4), appliqué au nombre total de la population d'après [l'Aperçu des besoins humanitaires 2020](#), estimant la population à 4,9 millions.

⁶⁰ Comme la presque totalité des ménages centrafricains (94%) ont une sévérité des besoins multisectoriels au moins sévère, ce rapport se concentre majoritairement sur les ménages faisant face un besoin humanitaire extrême (34%) afin de comprendre les groupes de population et les régions les plus sévèrement touchées ainsi que les principaux déterminants de ces besoins.

⁶¹ Pour plus d'information, voir [l'Indice domestique de la faim : Définition de l'indicateur et guide de mesure](#).

alimentaires négatives au cours des sept jours précédant la collecte de données. En outre, des besoins sectoriels extrêmes en EHA signifie que le ménage a des besoins sectoriels extrêmes en bien-être lié à l'EHA⁶² couplé à des besoins sectoriels extrêmes en qualité de vie liée à l'EHA⁶³. Douze pour cent (12%) des ménages avec des besoins multisectoriels extrêmes ont des besoins sectoriels extrêmes coexistant dans les secteurs de la santé, de la protection et/ou de l'abri ou AME, indiquant un risque extrême pour le ménage. Finalement, le déterminant principal de ce des besoins multisectoriels extrêmes est pour presque la moitié (47%) de ces ménages un manque de capacité, indiquant un recours important à des stratégies d'adaptation afin de pallier aux besoins. Un score de sévérité extrême en manque de capacité signifie qu'un ménage a utilisé au moins une stratégie d'adaptation d'urgence⁶⁴ ou que son revenu dépend uniquement des transferts d'argent, d'aides, de dons, d'emprunts ou de mendicité.⁶⁵ Cela ne signifie donc pas nécessairement que ces ménages avaient des besoins sectoriels extrêmes en SAME et/ou EHA, en protection, santé et/ou abris et AME au moment de la collecte de données, mais ces stratégies d'adaptation étant considérées comme négatives et non-viables sur le long terme, ces derniers risquent de se retrouver prochainement avec au moins un besoin sectoriel extrême.

Figure 3 : % des ménages avec un score de sévérité MSNI de 4, par déterminant principal du score



- **Manque de capacité** : stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance et dépendance de l'aide humanitaire ou d'une source de revenu non fiable ou dangereuse
- **SAME** : Sécurité alimentaire et moyens de subsistance
- **EHA** : eau, hygiène et assainissement
- **S** : santé
- **P** : protection
- **A** : abris et articles ménagers essentiels

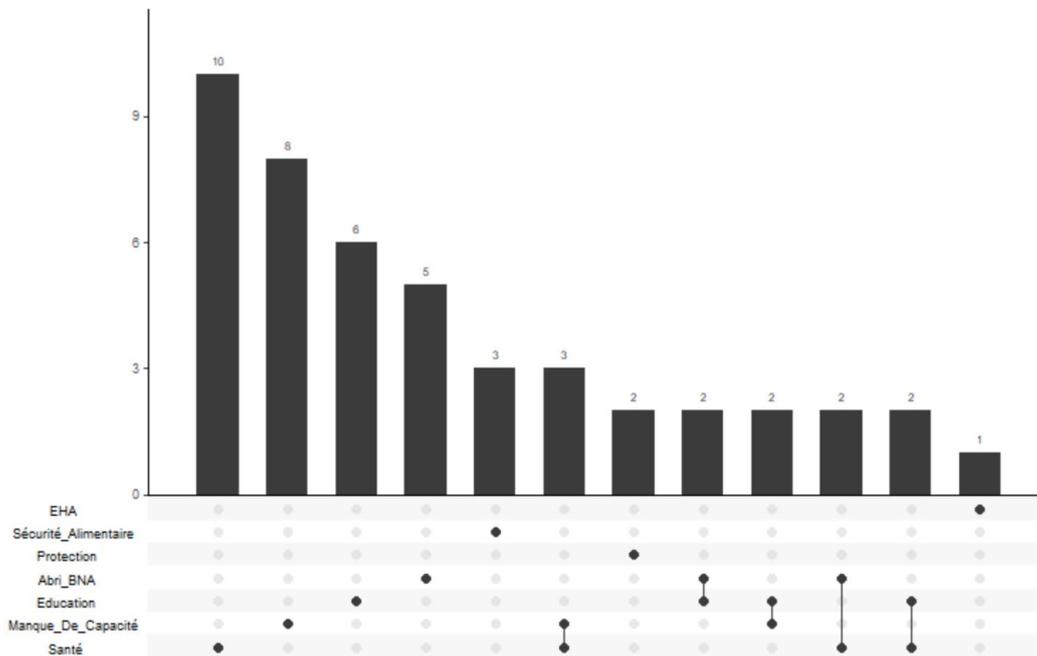
⁶² Des besoins sectoriels extrêmes (score de sévérité LSG de 4) en bien-être lié à l'EHA implique au moins deux des trois problématiques suivantes : 1) un taux élevé d'enfants de moins de cinq ans ayant souffert d'une maladie hydrique au cours des 30 jours précédant la collecte de données, 2) l'utilisation d'une source d'eau éloignée ou non-améliorée et/ou 3) la raison d'insatisfaction quant aux installations sanitaires liée à la distance, à la sécurité, à l'inaccessibilité, à la mixité ou à l'inaccessibilité pour certains groupes.

⁶³ Des besoins sectoriels extrêmes (score de sévérité LSG de 4) en qualité de vie lié à l'EHA implique au moins trois des quatre problématiques suivantes : 1) l'eau utilisée pour boire provient d'une source non-améliorée ou de surface, 2) inaccessibilité d'au moins neuf litres d'eau par personne et par jour, 3) inaccessibilité à des latrines hygiéniques et/ou 4) se lave les mains à moins de trois moments clés dans la journée et sans savon ni cendres.

⁶⁴ Les stratégies d'adaptation d'urgence consistent à vendre sa maison, sa parcelle de terrain ou son champ, mendier ou s'engager dans des activités risquées ou illégales génératrices de revenus comme, par exemple, le vol, la vente de produits stupéfiants, travailler pour des groupes armés ou la prostitution.

⁶⁵ Les arbres décisionnels sectoriels sont explicités en détails dans « Annexe 5 : Calcul des scores composites sectoriels ».

Figure 4 : Profils les plus courants des besoins sectoriels pour les ménages qui se sont révélés avoir des scores de sévérité LSG de 4 (% des ménages)



Au sein des thématiques sectorielles analysées, les ménages centrafricains font le plus souvent face à des besoins sectoriels extrêmes dans le domaine de la santé (28% des ménages ont un score de sévérité LSG de 4 en santé), suivi par un manque extrême de capacité (20% des ménages au total ; indépendamment du score de sévérité MSNI) et par des besoins extrêmes en éducation (18%). Les profils les plus courants des ménages centrafricains faisant face à des besoins extrêmes dans un secteur, avec 10% des ménages ayant des besoins extrêmes uniquement en santé, 8% faisant face à un manque de capacité extrême uniquement, 6% ayant des besoins extrêmes en éducation et 5% en abris et AME.

Par sous-préfecture

Les pourcentages de ménages ayant des besoins multisectoriels extrêmes varient fortement et significativement d'une préfecture à l'autre allant de 16% à Bossangoa à 67% à Zémio. Seules 9 sous-préfectures (sur les 66 évaluées de cette étude et dont Birao où la situation a considérablement évolué suite aux événements de la fin d'année 2019) ont **moins d'un quart de leurs ménages avec des besoins multisectoriels extrêmes**. Il s'agit de : Bossangoa (16%), Mongoumba (17%), Bangui (18%), Bamingui (20%), Ippy (21%), Boganangone (22%), Mbaiki (22%), Birao (24%) et Boda (25%). Cela concerne donc la préfecture de la capitale Bangui, quatre des cinq sous-préfectures de la préfecture de la Lobaye à l'ouest de Bangui, et le nord-est du pays dans les préfectures de la Vakaga et de Bamingui-Bangoran (situation en juillet-août, précédant donc la crise qui a frappé Birao en Septembre) ainsi que de la Ouakka et Bossangoa dans la préfecture de l'Ouham. Néanmoins, ces zones étant très peuplées par rapport au reste du pays, la proportion totale des ménages avec des besoins multisectoriels extrêmes **représente 27% (dont 17% uniquement à Bangui) de la totalité des ménages avec des besoins multisectoriels extrêmes**.

A l'autre extrême, 7 sous-préfectures de la République Centrafricaine ont plus de 57% de leurs ménages avec des besoins multisectoriels extrêmes et 4 autres sous-préfectures ont plus de la moitié de la population avec des besoins multisectoriels extrêmes. Ces 11 sous-préfectures sont **Zémio (67%), Ngaoundaye (62%), Kouï (61%), Amada Gaza (61%), Alindao (60%), Bozoum (58%), Bogangolo (57%), Markounda (55%), Mala (53%), Bouca (53%) et Gadzi (51%)** et représentent 12% de la totalité des ménages avec des besoins multisectoriels extrêmes.

en EHA)), **Gadzi** (52%* (dont 11%* ayant également des besoins sectoriels extrêmes en EHA)) et **Ngaoundaye** (41%* (dont 2% ayant également des besoins sectoriels extrêmes en EHA)). Des besoins sectoriels extrêmes en **EHA** déterminent donc principalement le score de sévérité des besoins multisectoriels extrême pour 7% des ménages au niveau national (dont 1% ayant également des besoins sectoriels extrêmes en SAME), ce pourcentage est plus élevé à **Bouca** (30%*), **Amada Gaza** (29%* (dont 10% ayant également des besoins sectoriels extrêmes en SAME)), **Gadzi** (15%* (dont 11%* ayant également des besoins sectoriels extrêmes en SAME)), **Mala** (14%) et **Alindao** (11%). De plus, une plus grande proportion des ménages avec des besoins multisectoriels extrêmes (que la proportion de 12% au niveau nation) dans les sous-préfectures de Alindao (29%*), Kouï (18%*) et Amada Gaza (18%) ont leurs besoins principalement déterminés par des besoins sectoriels extrêmes coexistant en protection, santé ou abris et AME. Finalement, pour une plus grande proportion de ménages (que la proportion de 47% au niveau national) dans 7 des 11 sous-préfectures ayant plus de la moitié de leurs ménages avec des besoins multisectoriels extrêmes, ces derniers sont principalement déterminés par un manque extrême de capacité (Bogangolo : 99% ; Mala : 84% ; Markounda : 82% ; Bouca : 67%* ; Bozoum : 62%* ; Kouï : 61%* ; Ngaoundaye : 50%*).

Tableau 1 : Principal déterminant des ménages de 11 sous-préfectures ayant plus de la moitié des ménages avec des besoins multisectoriels extrêmes

Sous-préfecture	% de ménage avec un MSNI de 4	Principal déterminant du MSNI				
		SAME	EHA	SAME / EHA	S/P/A	Manque de capacité
RCA	34%	34%	6%	1%	12%	47%
Zémio	67%	61%*	2%	2%	11%*	24%*
Ngaoundaye	62%	39%*	1%	2%	9%	50%*
Kouï	61%*	19%*	2%	0%	18%*	61%*
Amada Gaza	61%	43%*	20%*	10%	18%	10%
Alindao	60%*	34%*	11%	0%	29%*	27%*
Bozoum	58%	34%	0%	0%	3%	62%*
Bogangolo	57%*	0%	0%	0%	1%	99%
Markounda	55%*	11%	0%	0%	7%	82%
Mala	53%*	2%	14%	0%	0%	84%
Bouca	53%*	0%	30%*	0%	3%	67%*
Gadzi	51%*	42%*	4%	11%*	5%	39%*

Parmi les 18% de ménages ayant des besoins multisectoriels extrêmes à Bangui, représentant 9% de la totalité des ménages ayant des besoins humanitaires extrêmes, 43%* ont pour principal déterminant de ce score des besoins sectoriels extrêmes en SAME et 26%* ont un besoin sectoriel extrême en santé.

Par groupe de population

Au sein des groupes de population ciblés, de plus hautes proportions de ménages **PDI en site ou lieu de regroupement** ont des besoins multisectoriels extrêmes avec plus d'un ménage sur deux (51%) étant dans cette situation. Cela est dû à 4 préfectures dont le pourcentage de ménages PDI en site ou lieu de regroupement ayant des besoins multisectoriels extrêmes est plus haut que 50% : préfectures du **Haut Mbomou** (75%*), de la **Basse Kotto** (65%), de la **Bamingui Bangoran** (57%) et du **Mbomou** (55%*). Les ménages PDI en site ou lieu de regroupement sont proportionnellement plus à avoir un score extrême principalement déterminé par des besoins sectoriels extrêmes coexistant en santé, protection ou abris et AME (36% vs. 12% au niveau national).

Les ménages PDI déplacés en famille d'accueil sont le deuxième groupe de population avec le pourcentage de ménages ayant des besoins multisectoriels extrêmes le plus élevé (39%). Quatre préfectures ont un plus de la

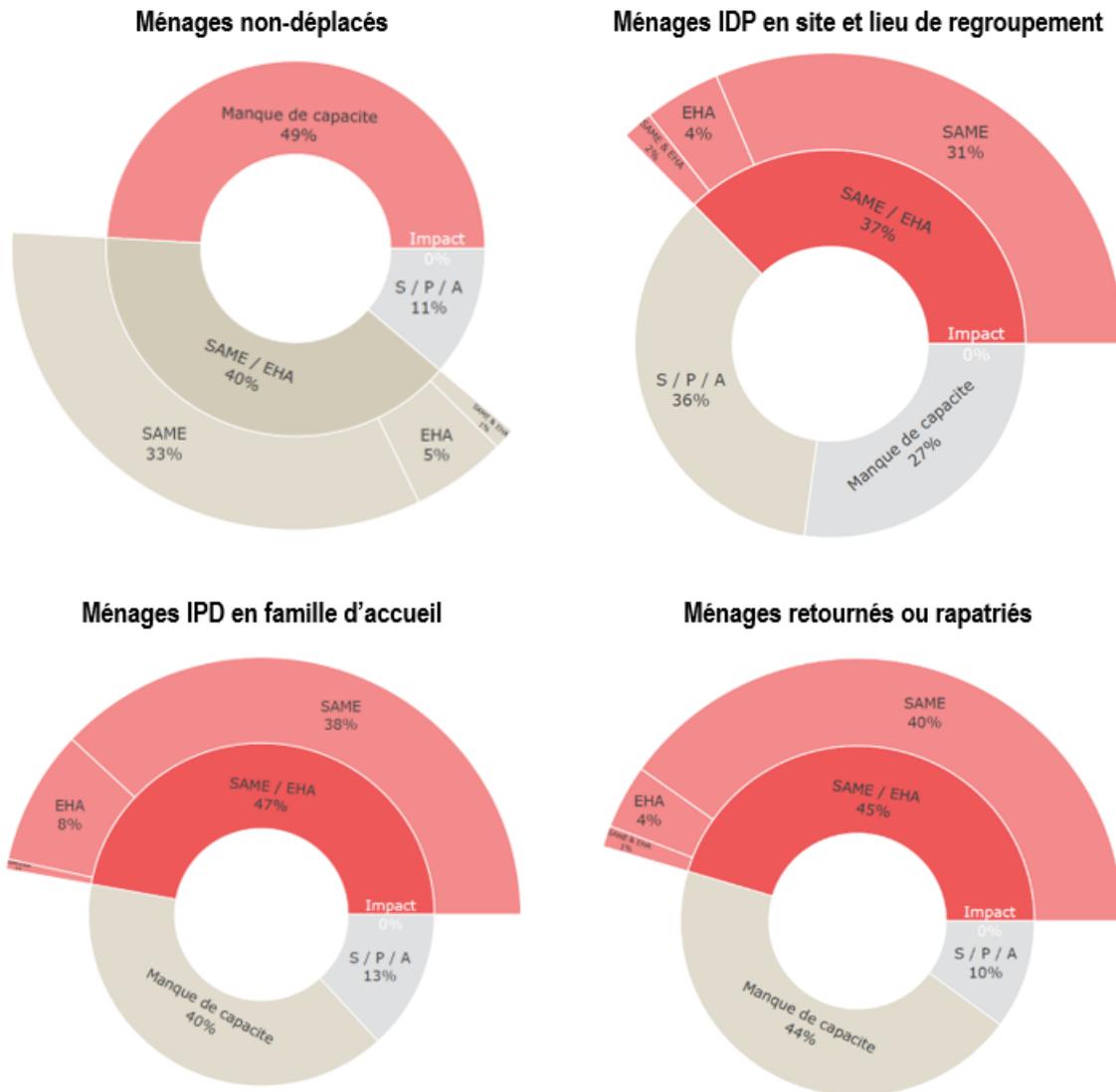
moitié des ménages PDI en famille d'accueil avec des besoins multisectoriels extrêmes : l'**Ouham Pendé** (73%*), le **Mbomou** (71%*), la **Kémo** (57%) et la **Mambéré Kadéï** (53%).

Parmi les **ménages retournés ou rapatriés**, 34% ont des besoins multisectoriels extrêmes au niveau national et plus de la moitié des ménages retournés ou rapatriés dans les préfectures de la **Basse Kotto** (77%*), du **Haut Mbomou** (66%*) et de la **Mambéré Kadéï** (56%) font face à des besoins multisectoriels extrêmes.

Finalement, bien que les **ménages non-déplacés** soient le groupe de population le moins touché, 33% de ces ménages font face à des besoins multisectoriels extrêmes et 50% des ménages non-déplacés dans la **Nana Gribizi** sont extrêmement impactés. Ces 33% de ménages non-déplacés faisant face à des besoins multisectoriels extrêmes représentent néanmoins 76% des ménages centrafricains ayant des besoins multisectoriels extrêmes.

Les déterminants principaux des ménages extrêmement impactés varient légèrement au sein des différents groupes de population. Alors que les ménages non-déplacés faisant face à des besoins multisectoriels extrêmes sont proportionnellement plus à avoir un score déterminé par un manque extrême de capacité (49%) que les ménages PDI en site ou lieu de regroupement ayant des besoins humanitaires extrêmes (27%), ces derniers ont de plus hautes proportions que les autres groupes avec un score principalement déterminé par des besoins sectoriels extrêmes coexistant en santé, protection ou abris et AME (36% des ménages PDI en site et lieu de regroupement avec des besoins sectoriels extrême contre 13%, 11% et 10% respectivement des ménages PDI en familles d'accueil, non-déplacés et retournés ou rapatriés faisant face à des besoins sectoriels extrêmes). Les ménages faisant face à des besoins multisectoriels extrêmes des quatre groupes de population sont une proportion relativement similaire à avoir ce score principalement déterminé par des besoins sectoriels extrêmes en SAME ou en EHA (ces pourcentages sont de 47%, 45%, 40% et 37% parmi les ménages avec des besoins multisectoriels extrêmes des PDI en famille d'accueil, retournés ou rapatriés, non-déplacés et PDI en site ou lieu de regroupement respectivement).

Figure 5 : % des ménages avec un score de sévérité MSNI de 4, par déterminant principal du score et par groupes de population ciblés



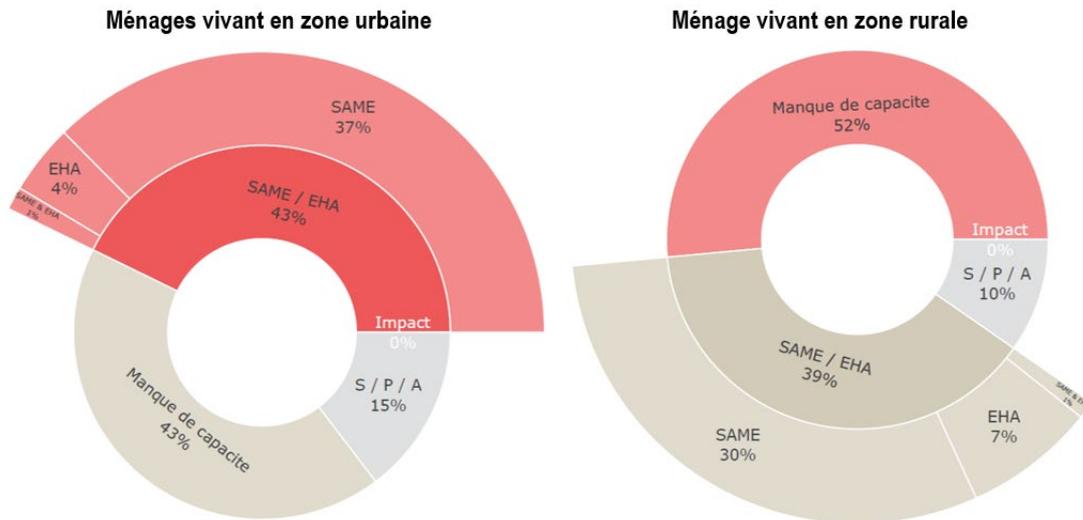
- **Manque de capacité** : stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance et dépendance de l'aide humanitaire ou d'une source de revenu non fiable ou dangereuse
- **SAME** : Sécurité alimentaire et moyens de subsistance
- **EHA** : eau, hygiène et assainissement
- **S** : santé
- **P** : protection
- **A** : abris et articles ménagers essentiels

Par zone de résidence

Une proportion significativement plus importante des ménages vivant en zones rurales (39%) fait face à des besoins multisectoriels extrêmes par rapport à la proportion de ménages vivant en zones urbaines (31%) qui fait face à des besoins multisectoriels extrêmes. Néanmoins, des différences entre préfectures sont à noter, notamment le fait que plus de la moitié des ménages en zones rurales du Haut Mbomou (58%*) font face à des besoins humanitaires extrêmes alors que 55%* des ménages vivant en zones urbaines dans la Basse Kotto ont des besoins multisectoriels extrêmes. Une proportion significativement plus haute des ménages vivant en zones rurales dans l'Ouham fait face à des besoins multisectoriels extrêmes (49%) par rapport aux ménages vivant en zones urbaines dans cette préfecture (23%* ayant des besoins humanitaires extrêmes).

Ces différences significatives s’observent notamment parmi les ménages PDI en famille d’accueil. En effet, alors que 54% des ménages ruraux PDI en famille d’accueil font face à des besoins multisectoriels extrêmes, c’est le cas de 30% des ménages PDI en famille d’accueil vivant en zones urbaines.

Figure 6 : % des ménages avec un score de sévérité MSNI de 4, par déterminant principal du score et par zone de résidence



- **Manque de capacité** : stratégies d’adaptation aux moyens de subsistance et dépendance de l’aide humanitaire ou d’une source de revenu non fiable ou dangereuse
- **SAME** : Sécurité alimentaire et moyens de subsistance
- **EHA** : eau, hygiène et assainissement
- **S** : santé
- **P** : protection
- **A** : abris et articles ménagers essentiels

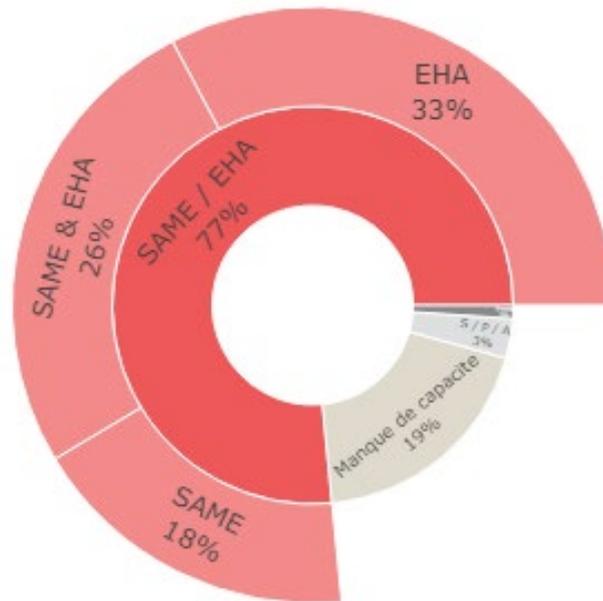
Bien que les ménages vivant en zone rurale ayant des besoins multisectoriels extrêmes ont plus souvent comme déterminants principaux des manques extrêmes de capacité (52%) que les ménages ayant des besoins multisectoriels extrêmes vivant en zone urbaine (4,3%), ces différences ne sont pas significatives.

Besoins sectoriels EHA

Il est important de noter que la méthodologie de calcul du score de sévérité des besoins sectoriels en EHA est relativement différente de celle utilisée pour les autres secteurs. En effet, alors que pour chacun des secteurs un arbre décisionnel a été utilisé pour calculer un score sectoriel composite, le score de sévérité des besoins sectoriels en EHA a été calculé avec une méthodologie basée sur une approche de pondération de chacun des indicateurs, créant un score final lié au bien-être et un score lié au niveau de vie. La médiane de ces deux scores est utilisée pour calculer le score composite EHA⁶⁷. Cette méthodologie est plus stricte dans le sens où il faut atteindre un score extrême pour proportionnellement plus d’indicateurs comparé à la méthodologie d’arbre décisionnel. Il peut donc être pertinent de se concentrer sur les ménages ayant des besoins multisectoriels sévères ou extrêmes pour comprendre les besoins en EHA. En effet, 7% des ménages ayant des besoins multisectoriels extrêmes ont comme principal déterminant de ce score un besoin extrême en EHA, c’est le cas de 59% des ménages ayant des besoins multisectoriels sévères ou extrêmes (dont 26% ont également des besoins sectoriels en SAME). Bien que les principaux déterminants des ménages ayant des besoins multisectoriels extrêmes sont principalement un manque extrême de capacité ou des besoins extrêmes en SAME, **le principal déterminant du score des ménages ayant**

⁶⁷ Voir « Annexe 5 : Calcul des scores composites sectoriels » pour plus de détails.

Figure 7 : % des ménages avec un score de sévérité MSNI de 3 ou de 4, par déterminant principal du score



- **Manque de capacité** : stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance et dépendance de l'aide humanitaire ou d'une source de revenu non fiable ou dangereuse
- **SAME** : Sécurité alimentaire et moyens de subsistance
- **EHA** : eau, hygiène et assainissement
- **S** : santé
- **P** : protection
- **A** : abris et articles ménagers essentiels
- **Impact**

des besoins multisectoriels sévères ou extrêmes sont donc des besoins sectoriels en EHA. De plus, **douze sous-préfectures ont plus de trois quart**, au sein de leurs ménages ayant des besoins multisectoriels sévères ou extrêmes, **des ménages avec comme principale déterminant de ce score des besoins sectoriels sévères ou extrêmes en EHA.** Il s'agit des sous-préfectures suivantes : Ippy (86%* des ménages ayant des besoins multisectoriels sévères ou extrêmes ont comme principal déterminant des besoins sectoriels sévères ou extrêmes en EHA), Kembé (84%*), Gadzi (83%*), Satéma (82%), Grimari (82%*), Bakala (82%*), Ouango (81%*), Kouango (79%*), Bangassou (79%*), Dédé Mokouba (77%*), Abba (76%*) et Carnot (76%*). Ci-dessous se trouvent les pourcentages de ménages ayant des besoins sectoriels sévères ou extrêmes pour chacun des indicateurs EHA⁶⁸, au sein des ménages ayant des besoins multisectoriels sévères ou extrêmes pour chacune de ces sous-préfectures. Les ménages ont le plus souvent des besoins sectoriels sévères ou extrêmes pour avoir accès à une source d'eau améliorées et à des infrastructures sanitaires fonctionnelles. Des différences sont toutefois à noter entre ces sous-préfectures, comme par exemple 79% des ménages faisant face à des besoins multisectoriels sévères ou extrêmes à Bakala ont des problèmes d'accès à une quantité suffisante d'eau et 85% des ménages faisant face à des besoins multisectoriels sévères ou extrêmes à Carnot ont des problèmes d'accès à des infrastructures pour le lavage des mains et au savon.

⁶⁸ Se référer à « Annexe 5 : Calcul des scores composites sectoriels » pour plus de détails sur les indicateurs.

Tableau 2 : % de ménages ayant des besoins sectoriels sévères ou extrêmes par indicateurs EHA

	Bien-être		Niveau de vie			
	Morbidité liée à l'EHA chez les enfants de moins de cinq ans	Indice de sûreté EHA	Accès à une source d'eau améliorée	Accès à une quantité suffisante d'eau	Accès à des infrastructures sanitaires fonctionnelles	Accès au lavage des mains et au savon
Abba	69%*	85%*	86%*	38%*	94%	41%*
Bakala	78%*	92%*	88%*	79%*	92%	47%*
Bangassou	68%*	92%*	87%*	47%*	99%	57%*
Carnot	77%*	83%*	72%*	64%	90%	85%
Dédé Mokouba	35%*	89%*	76%*	68%*	89%*	61%
Gadzi	61%*	85%*	82%*	55%*	93%	49%*
Grimari	76%*	90%*	87%*	67%*	94%*	42%*
Ippy	74%*	95%*	95%	69%	95%	21%*
Kembé	78%*	95%*	94%*	42%*	96%	73%*
Kouango	72%*	79%*	91%*	64%*	89%	58%
Ouango	75%*	94%*	97%*	40%*	100%*	39%*
Satéma	73%*	100%*	98%	42%*	100%	67%*

Dans le tableau ci-dessous se trouve un résumé de toutes les sous-préfectures avec le pourcentage de ménages ayant des besoins multisectoriels sévères ou extrêmes, et le pourcentage de ces ménages dont le principal déterminant sont des besoins sévères ou extrêmes en EHA (uniquement en EHA, couplé avec des besoins sévères ou extrêmes en SAME et total EHA). Pour plus d'informations, voir également les fiches d'information sectorielles, disponible sur le centre de ressource de REACH.

Tableau 3 : % de ménages ayant pour principal déterminant du MSNI de 3 ou de 4 des besoins sectoriels sévères ou extrêmes en EHA

Sous-préfecture	% de ménage avec un MSNI de 3 ou 4	Principal déterminant du MSNI			Sous-préfecture	% de ménage avec un MSNI de 3 ou 4	Principal déterminant du MSNI		
		EHA	SA-ME / EHA	Total			EHA	SA-ME / EHA	Total
RCA	96%	33%	26%	59%	RCA	96%	33%	26%	59%
Ippy	98%	53%*	33%*	86%	Bamingui	83%	56%*	9%	65%
Kembé	96%	44%*	40%	84%	Mongoumba	87%	53%	12%	65%
Gadzi	95%	41%	41%*	83%	Mbaïki	89%	50%*	14%	64%
Satéma	98%	42%	41%	82%	Bocaranga	95%	18%	45%*	63%
Grimari	100%	59%*	23%*	82%	Bossembélé	96%	37%	26%	63%
Bakala	97%	46%*	35%	82%	Yaloké	89%	33%*	30%	62%
Ouango	100%	56%*	26%	81%	Boganangone	94%	31%	31%*	62%
Kouango	95%	54%*	25%	79%	Bossangoa	84%	40%	21%	61%
Bangassou	99%	28%*	50%*	78%	Bouca	100%	42%*	18%*	59%
Dédé Mokouba	99%	24%	53%*	77%	Bossem-télé	96%	44%	15%*	59%
Abba	98%	60%*	15%	76%	Dékoa	99%	37%	22%	59%
Carnot	100%	18%*	58%*	76%	Mobaye	100%	31%*	27%*	59%
Zangba	95%	48%*	26%	75%	Berbérati	100%	24%*	35%*	59%
Amada Gaza	100%	11%*	63%*	74%	Boali	97%	44%*	14%	59%
Markounda	100%	24%	50%	74%	Baoro	99%	50%*	8%	58%
Nola	98%	32%*	41%*	73%	Ndjoukou	99%	30%	27%*	58%
Bogangolo	99%	65%*	8%	73%	Birao	100%	40%	17%*	58%
Baboua	98%	56%*	16%*	73%	Bimbo	100%	33%*	24%*	57%
Bambio	97%	53%*	19%	73%	Ngaoundaye	100%	24%	32%	57%
Boda	98%	40%	32%*	72%	Paoua	90%	35%*	19%	54%
Gambo	98%	28%*	44%	72%	Bambari	97%	39%*	15%*	54%
Boganda	94%	46%	25%	71%	Ndélé	94%	46%*	6%	52%
Zémio	100%	24%*	46%*	69%	Sibut	99%	29%*	22%	51%
Bozoum	97%	43%	26%	69%	Koui	99%	18%*	33%*	51%
Bakouma	93%	33%*	36%*	69%	Batangafou	95%	27%	20%	47%
Nana Bakassa	98%	45%	24%	69%	Gamboula	100%	23%	23%	47%
Sosso Nakombo	98%	27%	41%*	69%	Bria	96%	26%	20%	45%
Kabo	100%	26%*	42%*	68%	Bangui	86%	32%	12%	45%
Alindao	99%	16%	51%*	67%	Kaga Bandoro	91%	15%	26%*	41%
Rafaï	96%	24%*	42%*	66%	Bayanga	90%	25%	13%*	38%
Nangha Boguila	97%	33%*	32%*	66%	Damara	82%	26%*	12%*	38%
Mala	97%	42%*	23%*	66%	Bouar	89%	17%	11%*	29%
Obo	98%	20%	45%	65%	Mbres	97%	5%	16%*	22%

Redevabilité envers les populations affectées

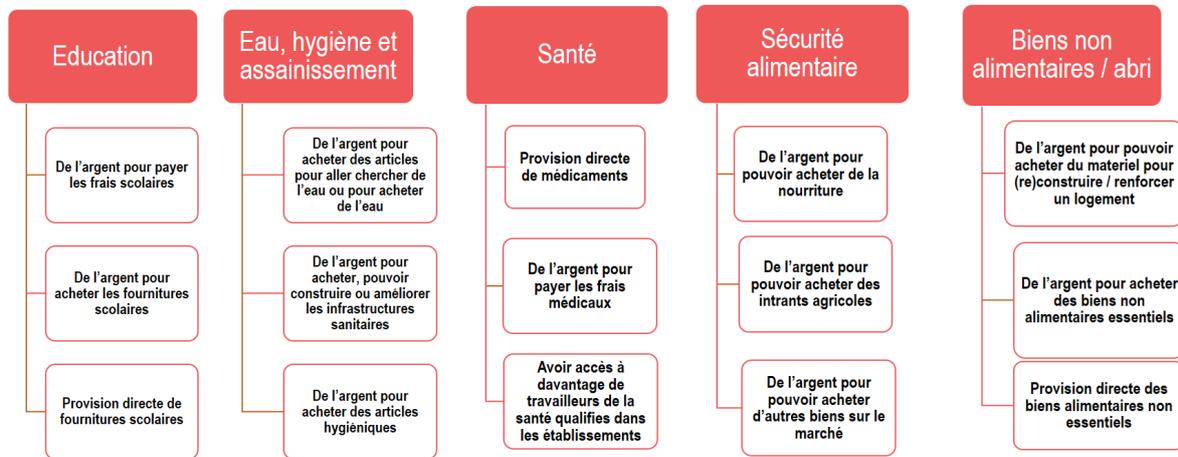
Basé sur la méthode de vote pondéré Borda⁶⁹, les ménages centrafricains déclarent le plus souvent avoir comme besoins prioritaires un **accès à la nourriture**, suivi par **l'accès à de l'eau, à des latrines ou à une meilleure hygiène de vie** puis avoir **accès à la santé**. Ceci s'applique à chacun des groupes de population, excepté les ménages PDI en site ou lieu de regroupement qui citent plus souvent comme prioritaire l'accès à un abri ou à des articles ménagers essentiels comme besoins prioritaires (couvertures, moustiquaires, seaux, etc.) par rapport à l'accès à la santé. Cependant, des variations quant aux secteurs prioritaires sont à signaler entre les différentes régions. En **Basse Kotto**, par exemple, l'accès à un abri ou à des AME sont dans les trois besoins prioritaires les plus souvent rapportés par chacun des groupes de population (c'est le premier besoin prioritaire pour les ménages retournés ou rapatriés, le deuxième pour les ménages PDI en site ou lieu de regroupement et les ménages non-déplacés et le troisième pour les ménages PDI en famille d'accueil). C'est également le cas dans le **Nana Gribizi** où les ménages PDI en famille d'accueil ont comme deuxième besoin prioritaire l'accès à un abri ou à des articles ménagers essentiels, qui sont la troisième priorité des autres groupes de population. Les ménages retournés ou rapatriés de la **Haute Kotto** sont également une proportion importante à déclarer comme besoin prioritaire l'accès à un abri ou à des AME (classé comme deuxième secteur prioritaire), ainsi que les ménages PDI (en site ou lieu de regroupement tout comme en famille d'accueil) pour qui l'accès à un abri ou des AME est la troisième priorité. D'autres groupes de population dans différentes sous-préfectures rapportent également comme besoin prioritaire l'accès à un abri ou des AME comme troisième choix. C'est le cas pour les ménages PDI en site ou lieu de regroupement de l'Ouham, les ménages PDI en site et lieu de regroupement et les ménages retournés ou rapatriés de la Ouaka ainsi que les ménages PDI en famille d'accueil de la Nana Mambéré. A travers chacune des sous-préfectures le besoin le plus important pour les ménages est d'avoir un accès en nourriture, en EHA ou en santé. Néanmoins, avoir **accès à l'éducation pour les enfants de leur famille est considéré comme deuxième besoin prioritaire par les ménages à Gambo**.

La modalité d'intervention humanitaire **la plus souvent souhaitée par les ménages à travers les secteurs est généralement** les transferts monétaires. **Plus spécifiquement**, en **SAME**, les ménages souhaitent en premier lieu recevoir de l'argent pour pouvoir acheter de la nourriture, puis de l'argent pour pouvoir acheter des intrants agricoles (semences, engrais, pesticides par exemple) et de l'argent pour pouvoir acheter d'autres bien sur le marché. En **EHA**, les trois modalités d'intervention les plus souvent souhaitées sont également de types transferts monétaires, avec de l'argent pour pouvoir acheter des articles pour aller chercher de l'eau (des récipients par exemple) ou pour acheter de l'eau, suivie par de l'argent pour pouvoir construire ou améliorer les infrastructures sanitaires (toilettes ou latrines) et de l'argent pour acheter des articles hygiéniques (savon, couches pour bébés, serviettes hygiéniques, brosse à dent ou dentifrices par exemple). Le secteur de la **santé** fait exception et les ménages souhaitent le plus souvent une provision directe de médicaments. La deuxième réponse souhaitée la plus souvent mentionnée est une réponse en cash pour pouvoir payer les frais médicaux suivie par avoir un accès à d'avantage de travailleurs de la santé qualifiés dans les établissements. Les trois modalités d'intervention les plus souvent souhaitées par les ménages ayant parmi leurs besoins prioritaires **l'accès à un abri ou à des AME** sont de l'argent pour acheter des articles ménages essentiels, de l'argent pour pouvoir acheter du matériel pour (re)construire / renforcer un logement, suivies par une provision directe d'articles ménages essentiels. Toutefois, les ménages PDI (en famille d'accueil ou en site ou lieu de regroupement) ont dans leurs top trois des réponses souhaitées en abris ou AME (en numéro deux et trois respectivement, après pouvoir avoir de l'argent pour acheter des articles ménagers essentiels) une provision directe de construction d'abri. Il est important de noter que les ménages non-déplacés dans le Haut Mbomou ainsi que les ménages retournés ou rapatriés dans le Haut Mbomou et dans le Mbomou (les ménages PDI en famille d'accueil également dans une moindre mesure) qui ont un besoin prioritaire en abris ou AME souhaitent en priorité une aide pour améliorer le niveau de sécurité autour des abris. Finalement, les ménages qui souhaitent une assistance dans le domaine de **l'éducation** souhaitent le plus souvent recevoir de

⁶⁹ La méthode Borda permet de classer les différentes options choisies par les répondants lorsque ceux-ci avaient la possibilité de choisir plusieurs réponses par ordre de grandeur, de priorité ou de préférence. Le résultat donne donc un score afin de pouvoir indiquer les 3 options les plus couramment choisies. La méthodologie est la suivante : si 3 options de réponses sont possibles, le score de 3 est attribué à la première option choisie, de 2 à la suivante et de 1 à la dernière option choisie. Une somme par option est ensuite calculée puis divisée par la somme totale.

l'argent pour payer les frais scolaires, pour acheter les fournitures scolaires (sac, stylos, etc.) ou une provision directe de fournitures scolaires (sac, stylos, etc.).

Figure 8 : Top trois des modalités d'intervention les plus souvent souhaitées par les ménages, par secteur



D'un autre côté, le **chef de la communauté est considéré comme une source d'information de confiance** par une majorité de ménages centrafricains (58%) pour obtenir les informations dont ils ont besoin. Concernant le type d'information que les ménages souhaitent recevoir, **des informations générales sur ce qu'il se passe dans leur localité de résidence ainsi que des informations sur la situation sécuritaire** dans cette zone sont les types d'information les plus souvent cités (à 45% et 40% des ménages respectivement). Le troisième type d'information le plus souvent choisi, par un quart des ménages (25%), est de savoir comment pouvoir s'enregistrer pour **obtenir de l'aide humanitaire**. Toutefois, dans les sous-préfectures de Baoro, de Kabo et de Satéma, plus de la moitié des ménages souhaiteraient obtenir des informations sur comment s'enregistrer pour pouvoir recevoir de l'aide humanitaire (67%*, 58%*, 50%* respectivement) et 53% des ménages à Bossembélé souhaiteraient savoir comment obtenir des soins ou une consultation médicale. Les moyens de communication privilégiés par les ménages pour obtenir des informations sont les hauts parleurs (24%), les appels téléphoniques (17%), la radio (15%) ou en personne (14%). Finalement, les ménages en RCA rapportent préférer être en mesure d'informer les acteurs humanitaires de la qualité, la quantité et l'adéquation de l'aide reçue lors de réunions communautaires dans les localités ou les villages (60%), face à face à la maison avec le travailleur humanitaire (45%), face à face dans un bureau ou autre avec le travailleur humanitaire (22%) ou par téléphone (10%). Seuls 5% des ménages préféreraient l'option de la boîte à suggestion.

CONCLUSION

La facilitation par REACH, en collaboration étroite avec l'AIMWG, d'une première évaluation multisectorielle des besoins au niveau de la sous-préfecture en RCA, intégrée au processus de planification humanitaire HPC, a permis de déterminer une stratégie de réponse humanitaire à l'échelle nationale.

D'après l'indice des besoins multisectoriels MSNI développé par REACH, plus d'un ménage sur trois fait face à des besoins humanitaires extrêmes, faisant de la RCA une des crises humanitaires les plus sévères. En particulier, les cinq sous-préfectures ayant **les plus hautes proportions de ménages avec des besoins multisectoriels extrêmes se trouvent à** : Zémio (67%), Ngaoundaye (62%), Kouï (61%), Amada Gaza (61%), Alindao (60%).

Si ces besoins restent principalement déterminés par des manques en SAME / EHA, **l'épuisement des stratégies d'adaptation de nombreux ménages centrafricains est un facteur qui doit être considéré dans la réponse humanitaire**. La crise entrant dans sa 8^{ème} année et l'économie ayant été particulièrement affectée, de nombreux ménages pourraient, dans les années à venir, faire face à des besoins plus élevés, non pas en raison de chocs violents liés à la crise, mais à son caractère prolongé.

Les près de 8 200 enquêtes ménages retenues pour cette analyse ont confirmé que les violences liées à la crise centrafricaine ont un impact sur les ménages avec près d'un ménage sur deux craignant pour la sécurité d'au moins un de ses membres. Par ailleurs, si l'année 2019 a vu une augmentation significative du nombre de retournés, **les enquêtes ont indiqué que la motivation principale derrière ces retours était le regroupement familial, et non une amélioration de la sécurité**.

Ces populations en déplacement restent vulnérables et les besoins sont particulièrement élevés pour les ménages retournés/rapatriés de la Basse-Kotto, les ménages PDI en site ou lieu de regroupement du Haut-Mbomou, ainsi que les ménages PDI en famille d'accueil dans l'Ouham-Pendé et le Mbomou.

L'opposition zone urbaine et zone rurale est aussi à considérer dans la stratégie de réponse humanitaire. En effet, la sévérité des besoins est plus importante en zone rurale qu'en zone urbaine. Ceci peut s'expliquer en partie, par une réponse humanitaire plus présente au niveau des villes et pôles. Une attention particulière doit donc être apportée aux **populations déplacées en famille d'accueil, résidant en zone rurale. Les résultats de l'évaluation ayant démontré une sévérité des besoins nettement plus importante en zone rurale vis-à-vis des ménages déplacés résidant en zone urbaine**.

Les besoins les plus rapportés comme essentiels par les ménages sont un **accès à la nourriture**, suivi par **l'accès à de l'eau, à des latrines ou à une meilleure hygiène de vie** puis un **accès à la santé**. La modalité de réponse plus souvent citée **par les ménages à travers les secteurs est généralement** les transferts monétaires. Toutefois, **pour le secteur de la santé, les ménages rapportent préférer une réponse sous forme directe de médicaments**, traduisant les difficultés d'approvisionnement en médicaments légaux à travers le pays.

Cette évaluation, qui a permis d'informer les différents piliers de la planification humanitaire centrafricaine sera reproduite à l'été 2020, afin d'actualiser la compréhension des besoins humanitaires et de leurs facteurs sous-jacents, mais aussi de renforcer la planification sur la base des souhaits exprimés par les populations vulnérables centrafricaines.

ANNEXES

Annexe 1 : Termes de référence ([lien](#))

Annexe 2 : Table des indicateurs et données brutes ([lien](#))

Annexe 3 : Résultats informateurs clés dans les sous-préfectures inaccessibles ([lien](#))

Annexe 4 : Méthodologie d'échantillonnage

Zones accessibles

Dans le cadre de l'AIMWG, un travail collaboratif avec OCHA, les clusters et les partenaires techniques a été entrepris dans le but d'établir en amont du processus de collecte de données une liste des communes accessibles, tant en terme logistique que sécuritaire, dans lesquelles des enquêtes ménages pouvaient être réalisées. Les communes non-accessibles au sein d'une sous-préfecture dont au moins une commune était accessible n'ont pas été couvertes alors que les sous-préfectures dont toutes les communes n'étaient pas accessibles ont été couvertes grâce à des IC. Le type d'enquête réalisée dans chacune des communes se trouve dans le tableau 4 ci-dessous.

Tableau 4 : Type d'enquêtes réalisées par communes

Préfecture	Sous-Préfecture	Commune	Type d'enquêtes réalisé
Bamingui Bangoran	Bamingui	Vassako	Enquêtes Ménages
Bamingui Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Enquêtes Ménages
Bamingui Bangoran	Ndélé	Mbollo-Kpata	Enquêtes Ménages
Bangui	Bangui	1er Arrondissement	Non couvert
Bangui	Bangui	2e Arrondissement	Enquêtes Ménages
Bangui	Bangui	3e Arrondissement	Enquêtes Ménages
Bangui	Bangui	4e Arrondissement	Enquêtes Ménages
Bangui	Bangui	5e Arrondissement	Enquêtes Ménages
Bangui	Bangui	6e Arrondissement	Enquêtes Ménages
Bangui	Bangui	7e Arrondissement	Enquêtes Ménages
Bangui	Bangui	8e Arrondissement	Enquêtes Ménages
Basse Kotto	Alindao	Alindao	Enquêtes Ménages
Basse Kotto	Alindao	Guiligui	Enquêtes Ménages
Basse Kotto	Alindao	Bangui-Kété	Non couvert
Basse Kotto	Alindao	Bakou	Enquêtes Ménages
Basse Kotto	Alindao	Yambélé	Enquêtes Ménages
Basse Kotto	Kembé	Kembé	Enquêtes Ménages
Basse Kotto	Kembé	Mboui	Enquêtes Ménages
Basse Kotto	Mingala	Siriki	Non couvert
Basse Kotto	Mingala	Kotto	Enquêtes Ménages
Basse Kotto	Mingala	Séliba	Non couvert
Basse Kotto	Mobaye	Mobaye	Enquêtes Ménages
Basse Kotto	Mobaye	Mbelima	Enquêtes Ménages
Basse Kotto	Satéma	Kotto-Oubangui	Enquêtes Ménages
Basse Kotto	Zangba	Ouambé	Enquêtes Ménages
Basse Kotto	Zangba	Yabongo	Enquêtes Ménages
Haut Mbomou	Bambouti	Lili	Enquêtes Informateurs Clés
Haut Mbomou	Djemah	Djéma	Enquêtes Informateurs Clés
Haut Mbomou	Obo	Obo	Enquêtes Ménages
Haut Mbomou	Obo	Mboki	Non couvert

Haut Mbomou	Zémio	Zémio	Enquêtes Ménages
Haute Kotto	Bria	Samba Boungou	Enquêtes Ménages
Haute Kotto	Bria	Daba-Nydou	Enquêtes Ménages
Haute Kotto	Bria	Daho-Mboutou	Non couvert
Haute Kotto	Ouadda	Ouadda	Enquêtes Informateurs Clés
Haute Kotto	Ouadda	Ouandja-Kotto	Enquêtes Informateurs Clés
Haute Kotto	Yalinga	Yalinga	Enquêtes Informateurs Clés
Kémo	Dékoa	Dékoa	Enquêtes Ménages
Kémo	Dékoa	Tilo	Enquêtes Ménages
Kémo	Dékoa	Guiffa	Enquêtes Ménages
Kémo	Mala	Mala	Enquêtes Ménages
Kémo	Ndjoukou	Galafondo	Enquêtes Ménages
Kémo	Ndjoukou	Galabadja	Enquêtes Ménages
Kémo	Sibut	Sibut	Enquêtes Ménages
Kémo	Sibut	Ngoumbélé	Enquêtes Ménages
Lobaye	Boda	Lobaye	Enquêtes Ménages
Lobaye	Boganangone	Boutélossi	Enquêtes Ménages
Lobaye	Boganda	Boganda	Enquêtes Ménages
Lobaye	Mbaïki	Mbaïki	Enquêtes Ménages
Lobaye	Mbaïki	Mbata	Enquêtes Ménages
Lobaye	Mbaïki	Pissa	Enquêtes Ménages
Lobaye	Mbaïki	Bongogogo-Ganza	Non couvert
Lobaye	Mbaïki	Léssé	Non couvert
Lobaye	Mbaïki	Nola	Non couvert
Lobaye	Mbaïki	Moboma	Non couvert
Lobaye	Mbaïki	Balé-Loko	Non couvert
Lobaye	Moungoumba	Mongoumba	Enquêtes Ménages
Mambéré Kadéï	Amada-Gaza	Haute-Mboubé	Enquêtes Ménages
Mambéré Kadéï	Berbérati	Haute-Batouri	Enquêtes Ménages
Mambéré Kadéï	Berbérati	Ouakanga	Enquêtes Ménages
Mambéré Kadéï	Berbérati	Basse-Mambéré	Enquêtes Ménages
Mambéré Kadéï	Berbérati	Basse-Batouri	Enquêtes Ménages
Mambéré Kadéï	Carnot	Carnot	Enquêtes Ménages
Mambéré Kadéï	Carnot	Senkpa Mbaéré	Non couvert
Mambéré Kadéï	Dédé Mokoumba	Haute-Kadéï	Enquêtes Ménages
Mambéré Kadéï	Gadzi	Topia	Enquêtes Ménages
Mambéré Kadéï	Gadzi	Mbali	Enquêtes Ménages
Mambéré Kadéï	Gamboula	Basse-Boubé	Enquêtes Ménages
Mambéré Kadéï	Sosso-Nakombo	Basse-Kadéï	Enquêtes Ménages
Mbomou	Bakouma	Bakouma	Enquêtes Ménages
Mbomou	Bangassou	Bangassou	Enquêtes Ménages
Mbomou	Bangassou	Sayo-Niakari	Enquêtes Ménages
Mbomou	Bangassou	Vougba-Balifondo	Enquêtes Ménages
Mbomou	Bangassou	Zandadou	Enquêtes Ménages
Mbomou	Gambo	Gambo	Enquêtes Ménages
Mbomou	Gambo	Ngandou	Enquêtes Ménages
Mbomou	Ouango	Ouango	Enquêtes Ménages
Mbomou	Ouango	Ngbandinga	Enquêtes Ménages
Mbomou	Rafaï	Rafaï	Enquêtes Ménages
Nana Gribizi	Kaga-Bandoro	Kaga-Bandoro	Enquêtes Ménages
Nana Gribizi	Kaga-Bandoro	Botto	Enquêtes Ménages
Nana Gribizi	Kaga-Bandoro	Nana	Enquêtes Ménages
Nana Gribizi	Kaga-Bandoro	Grivaï-Pamia	Enquêtes Ménages

Nana Gribizi	Kaga-Bandoro	Ndenga	Enquêtes Ménages
Nana Gribizi	Mbrès	Mbrès	Enquêtes Ménages
Nana Mambéré	Abba	Abba	Enquêtes Ménages
Nana Mambéré	Abba	Nadziboro	Enquêtes Ménages
Nana Mambéré	Baboua	Baboua	Enquêtes Ménages
Nana Mambéré	Baboua	Gaudrot	Enquêtes Ménages
Nana Mambéré	Baboua	Bingué	Non couvert
Nana Mambéré	Baboua	Koundé	Enquêtes Ménages
Nana Mambéré	Baboua	Fo	Enquêtes Ménages
Nana Mambéré	Baoro	Gbawi-Tédoua	Enquêtes Ménages
Nana Mambéré	Baoro	Yoro-Samba-Bougoulou	Enquêtes Ménages
Nana Mambéré	Bouar	Bouar	Enquêtes Ménages
Nana Mambéré	Bouar	Niem-Yélowa	Enquêtes Ménages
Nana Mambéré	Bouar	Herman-Brousse	Enquêtes Ménages
Nana Mambéré	Bouar	Zotoua-Banguéreme	Enquêtes Ménages
Nana Mambéré	Bouar	Yenga	Enquêtes Ménages
Nana Mambéré	Bouar	Béa-Nana	Enquêtes Ménages
Nana Mambéré	Bouar	Doaka-Koursou	Non couvert
Ombella M'Poko	Bimbo	Bimbo	Enquêtes Ménages
Ombella M'Poko	Boali	Boali	Enquêtes Ménages
Ombella M'Poko	Bogangolo	Bogangolo	Enquêtes Ménages
Ombella M'Poko	Bossembélé	Bossembélé	Enquêtes Ménages
Ombella M'Poko	Bossembélé	La Mbi	Enquêtes Ménages
Ombella M'Poko	Damara	Damara	Enquêtes Ménages
Ombella M'Poko	Yaloké	Yaloké	Enquêtes Ménages
Ombella M'Poko	Yaloké	Guézéli-Dawili	Non couvert
Ouaka	Bakala	Koudou-Bégo	Enquêtes Ménages
Ouaka	Bambari	Bambari	Enquêtes Ménages
Ouaka	Bambari	Danga-Gboudou	Enquêtes Ménages
Ouaka	Bambari	Ngoubia	Enquêtes Ménages
Ouaka	Bambari	Pladama-Ouaka	Enquêtes Ménages
Ouaka	Bambari	Haute-Baïdou	Enquêtes Ménages
Ouaka	Grimari	Grimari	Enquêtes Ménages
Ouaka	Grimari	Kobadja	Enquêtes Ménages
Ouaka	Grimari	Lissa	Enquêtes Ménages
Ouaka	Grimari	Pouyamba	Non couvert
Ouaka	Ippy	Ippy	Enquêtes Ménages
Ouaka	Ippy	Yengou	Enquêtes Ménages
Ouaka	Ippy	Baïdou-Ngoubourou	Enquêtes Ménages
Ouaka	Kouango	Kouango	Enquêtes Ménages
Ouaka	Kouango	Azengue-Mindou	Enquêtes Ménages
Ouaka	Kouango	Cochio-Toukou	Enquêtes Ménages
Ouham	Batangafou	Batangafou	Enquêtes Ménages
Ouham	Batangafou	Bédé	Non couvert
Ouham	Batangafou	Hama	Non couvert
Ouham	Batangafou	Ouassi	Enquêtes Ménages
Ouham	Batangafou	Bakassa	Non couvert
Ouham	Bossangoa	Bossangoa	Enquêtes Ménages
Ouham	Bossangoa	Soumbé	Enquêtes Ménages
Ouham	Bossangoa	Koro-Mpoko	Enquêtes Ménages
Ouham	Bossangoa	Bén-Zambé	Enquêtes Ménages
Ouham	Bossangoa	Ouham-Bac	Enquêtes Ménages
Ouham	Bossangoa	Ndoro-Mboli	Enquêtes Ménages

Ouham	Bouca	Bouca-Bobo	Enquêtes Ménages
Ouham	Bouca	Lady-Gbawi	Enquêtes Ménages
Ouham	Bouca	Ouham-Fafa	Enquêtes Ménages
Ouham	Bouca	Fafa-Boungou	Enquêtes Ménages
Ouham	Kabo	Sido	Enquêtes Ménages
Ouham	Kabo	Ouaki	Enquêtes Ménages
Ouham	Markounda	Nana-Markounda	Enquêtes Ménages
Ouham	Nana Bakassa	Nana-Bakassa	Enquêtes Ménages
Ouham	Nangha Boguila	Nangha-Boguila	Enquêtes Ménages
Ouham Péndé	Bocaranga	Bocaranga	Enquêtes Ménages
Ouham Péndé	Bocaranga	Loura	Enquêtes Ménages
Ouham Péndé	Bocaranga	Pendé	Enquêtes Ménages
Ouham Péndé	Bossem-télé	Binon	Enquêtes Ménages
Ouham Péndé	Bozoum	Bozoum	Enquêtes Ménages
Ouham Péndé	Bozoum	Dan-Gbabiri	Non couvert
Ouham Péndé	Bozoum	Birvan-Bolée	Non couvert
Ouham Péndé	Bozoum	Kouazo	Non couvert
Ouham Péndé	Bozoum	Danayéré	Enquêtes Ménages
Ouham Péndé	Koui	Koui	Enquêtes Ménages
Ouham Péndé	Ngaoundaye	Dilouki	Enquêtes Ménages
Ouham Péndé	Ngaoundaye	Lim	Enquêtes Ménages
Ouham Péndé	Ngaoundaye	Kodi	Enquêtes Ménages
Ouham Péndé	Ngaoundaye	Yémé	Enquêtes Ménages
Ouham Péndé	Paoua	Paoua	Enquêtes Ménages
Ouham Péndé	Paoua	Mom	Enquêtes Ménages
Ouham Péndé	Paoua	Bah-Bessar	Enquêtes Ménages
Ouham Péndé	Paoua	Mia-Pendé	Enquêtes Ménages
Ouham Péndé	Paoua	Nana-Barya	Non couvert
Ouham Péndé	Paoua	Malé	Non couvert
Ouham Péndé	Paoua	Bimbi	Non couvert
Ouham Péndé	Paoua	Banh	Enquêtes Ménages
Sangha Mbaéré	Bambio	Mbaéré	Enquêtes Ménages
Sangha Mbaéré	Bayanga	Yobé-sangha	Enquêtes Ménages
Sangha Mbaéré	Nola	Nola	Enquêtes Ménages
Sangha Mbaéré	Nola	Bilolo	Enquêtes Ménages
Sangha Mbaéré	Nola	Salo	Enquêtes Ménages
Vakaga	Birao	Ridina	Enquêtes Ménages
Vakaga	Birao	Ouandja	Non couvert
Vakaga	Ouanda-Djallé	Vokouma	Enquêtes Informateurs Clés

Choix des villages à enquêter

Après avoir sélectionné la liste des communes accessibles et dans lesquelles des enquêtes ménages seraient réalisées, une liste de villages accessibles dans chacune des communes a été créé. Premièrement, en partant des données disponibles d'OCHA⁷⁰ croisées avec les données sur les sites et lieux de regroupement recensés par la DTM⁷¹ et pour certains possédant des données GPS, certaines localités et sites et lieux de regroupement ont été exclus pour des raisons logistiques ou sécuritaires. C'est-à-dire que 1) toutes localités considérées comme peu peuplées, avec moins de 250 personnes dans un rayon de 2 km⁷² ont été exclues – cette règle n'a pas été appliquée aux sites ou lieux de regroupement étant donné que peu étaient déjà cartographiés sur les données

⁷⁰ [Central African Republic - Villages and Towns with administrative classification of Central African Republic](#)

⁷¹ [DTM Round 7](#)

⁷² Cela a pu être calculé grâce à une analyse satellitaire et aux données sur la population partagées par Facebook et CIESIN : [Central African Republic: High Resolution Population Density Maps + Demographic Estimates.](#)

satellites, 2) toutes zones à plus de 1 km du réseau routier connu⁷³ ont été exclues, 3) tous les sites ou lieux de regroupement inscrits dans la liste officielle de la DTM qui ont été, après vérification de données satellitaires récentes, évaluées comme inhabitées ou peu densément peuplées ont été exclus, 4) seule la ville de Birao dans la préfecture de la Vakaga a été évaluée, ainsi que l'axe ouest jusqu'à Takandja, 5) les localités à moins de 25 km de la frontière internationale avec le Tchad en Bamingui Bangoran ont été exclus de même que ceux à moins de 10 km de la frontière internationale avec le Tchad ou le Cameroun dans l'Ouham, l'Ouham Pendé, la Nana Mambéré et la Mambéré Kadéi, et 6) les localités à plus de 30 km de Bria sur les axes Ouadda et Yalinga en Haute Kotto ont été exclues. Ensuite, afin d'ajouter à cette liste de localités connues, une analyse spatiale a été mise en place et a permis d'ajouter dans l'échantillonnage 93 zones densément peuplées mais non-officiellement recensées⁷⁴. Après ces ajustements, une liste de 2 430 localités a été retenue.

Une fois cette liste établie, un échantillonnage en grappes stratifié à deux degrés a été appliqué. Les strates étant les sous-préfectures, avec pour unités primaires d'échantillonnage, les localités et pour unités secondaires, les ménages. Cette méthodologie a donc permis un tirage aléatoire d'un nombre de localités au sein de chacune des sous-préfectures, à l'aide d'un tirage de points GPS. Ces points ont été rattachés à la localité la plus proche dans la liste prédéfinie. Pour des raisons logistiques, un quota minimum d'enquêtes a été défini à 7 par localités. Le nombre d'enquêtes à réaliser au sein de chacune des localités sélectionnées a ensuite été défini proportionnellement à la taille de la population connue de la localité afin de respecter la densité de la population.

Finalement, afin d'assurer un échantillonnage suffisant par groupe de population au niveau de la préfecture, un échantillon supplémentaire a été construit avec une méthodologie similaire pour chacun des quatre groupes de population ciblés au niveau de la préfecture. C'est-à-dire qu'un nombre de localités a été tiré aléatoirement par préfecture au sein d'une liste prédéfinie de localités dans lesquelles ces groupes de population étaient présents. La liste des sites et lieux de regroupement sélectionnés a été ajoutée à la liste des localités prédéfinie au niveau de la sous-préfecture.

Durant la collecte de données, un suivi quotidien du nombre d'enquêtes réalisé au sein de chacun des autres groupes de population a été effectué afin d'assurer un nombre minimal d'enquêtes pour chacun de ces groupes au niveau des préfectures. Cela signifie qu'au niveau de la sous-préfecture, chaque unité primaire d'échantillonnage est considérée comme étant spécifique à chaque groupe de population et donc qu'une même localité avec différents groupes de population est considérée comme des unités distinctes. Si certains quotas n'étaient pas atteints via la première liste de localité sélectionnée, la liste supplémentaire aléatoirement prédéfinie a été utilisée pour compléter les enquêtes manquantes dans la mesure du possible. Pour des raisons logistiques, cela n'a pas toujours été possible et une localité plus accessible a été choisie aléatoirement parmi la liste au sein de la sous-préfecture en question. Au final, 544 localités et sites ont été visités.

Afin d'atteindre les ménages de la manière la plus aléatoire possible, une fois arrivé dans un village, les agents de terrain ont été formés pour se rendre au centre du village et attribuer aléatoirement une direction à chaque enquêteur qui devait rejoindre la fin du village, quartier, site, en comptant le nombre d'abris rencontrés. Enfin, le nombre d'abris rencontrés sur le chemin a été divisé par le nombre d'entretiens que l'enquêteur(trice) devait réaliser pour définir un nombre « n » déterminant la fréquence des abris où conduire l'entretien.

Nombre d'enquêtes réalisées par groupe de population et par sous-préfecture et nombre de localités enquêtées

L'échantillonnage a été construit afin de cibler un intervalle de confiance de 95% et une marge d'erreur de 10%. Après avoir calculé le nombre d'enquêtes à réaliser par sous-préfecture et par groupe de population par préfecture, une marge de 7% a été ajoutée pour chacun des quotas afin de tenir compte du nettoyage de données qui implique une suppression de certains questionnaires. Le niveau de représentativité a été affecté par le nettoyage des données ainsi que des quotas qui n'ont pas pu être atteints pour des raisons logistiques et sécuritaires. Chacun

⁷³ Basé sur le [réseau des routes recensées](#).

⁷⁴ D'après les données sur la population partagées par Facebook et CIESIN : [Central African Republic: High Resolution Population Density Maps + Demographic Estimates](#), les zones considérées sont les zones densément peuplées (plus de 250 personnes dans un rayon de 2 km, à plus de 5 km d'une localité identifiée par OCHA et à moins d'un km du réseau routier).

des résultats présentés dans ce rapport ayant une marge d'erreur plus grande que 10% est suivi d'un astérisque et signifie donc que les résultats sont à interpréter à titre indicatif. Cela englobe autant les résultats dont les quotas n'ont pas été atteints que les résultats au sein de sous-groupes de population. Le nombre d'enquêtes ménages réalisés par sous-préfecture ainsi que par groupe de population par préfecture se trouve dans le tableau ci-dessous qui inclut aussi le nombre de localités dans lesquelles des enquêtes ménages ont été réalisées

Tableau 5 : Nombre d'enquêtes réalisées par préfecture et groupe de population, par sous-préfecture ainsi que nombre de localités enquêtées par sous-préfecture

	Total	PDI en famille d'accueil	PDI en site ou lieu de regroupement	Retournés/ rapatriés	Pop. non-déplacée	Nombre de localités enquêtées
Bamingui Bangoran	324	133	28	84	79	
Bamingui	159					7
Ndélé	165					9
Bangui	391	118		108	165	7
Basse Kotto	601	90	104	94	313	
Alindao	179					8
Kembé	98					7
Mobaye	137					11
Satéma	85					5
Zangba	102					8
Haut-Mbomou	361	98	88	87	88	
Obo	114					7
Zémio	247					8
Haute-Kotto	317	72	83	72	90	
Bria	317					18
Kémo	474	112			362	
Dékoa	132					10
Mala	11					9
Njoukou	121					10
Sibut	110					9
Lobaye	514	70			444	
Boda	77					9
Boganangone	108					8
Boganda	103					7
Mbaiki	113					9
Mongoumba	113					9
Mambéré-Kadéï	695	113		72	510	
Amada Gaza	113					5
Berbérati	86					5
Carnot	98					9
Dede Mokouba	103					8
Gadzi	95					7
Gamboula	97					6
Sosso Nakombo	103					5

Mbomou	457	112	67	91	187	
Bakouma	116					9
Bangassou	74					10
Gambo	113					7
Ouango	81					6
Rafai	73					8
Nana-Gribizi	318	67	63	77	111	
Kaga-Bandoro	242					20
Mbrès	76					7
Nana-Mambéré	535	115		123	297	
Abba	102					8
Baboua	110					9
Baoro	134					7
Bouar	189					10
Ombella Mpoko	633	96			537	
Bimbo	103					8
Boali	108					8
Bogangolo	109					7
Bossembélé	106					8
Damara	94					10
Yaloke	113					8
Ouaka	682	115	91	101	375	
Bakala	98					4
Bambari	251					18
Grimari	110					8
Ippy	108					5
Kouango	118					8
Ouham	750	85	93	79	493	
Batangafo	110					11
Bossangoa	126					7
Bouca	87					11
Kabo	112					7
Markounda	96					9
Nana Bakassa	119					6
Nangha Boguila	100					10
Ouham-Pendé	650	102		123	425	
Bocaranga	109					8
Bossemtele	107					7
Bozoum	90					8
Koui	105					6
Ngaoundaye	108					7
Paoua	131					11
Sangha Mbaéré	303	56			247	
Bambio	92					4
Bayanga	95					5

Nola	116				9
Vakaga	142	69		73	
Birao	142				5
TOTAL	8147	1623	617	1111	4976

Annexe 5 : Calcul des scores composites sectoriels⁷⁵

SAME

Indicateurs						Classification de gravité du ménage
HHS	Sévère	FCS	Inacceptable	rCSI	Elevé	4+ (Extrême)
					Faible Moyen	3 (Sévère)
	Modéré	FCS	Limite Acceptable	rCSI	Elevé	3 (Sévère)
					Faible Moyen	2 (stressé)
	Minimal	FCS	Inacceptable	rCSI	Elevé	3 (Sévère)
					Faible Moyen	2 (stressé)
		Limite Acceptable	rCSI	Elevé Moyen	2 (stressé)	
				Faible	1 (Aucun/Minimal)	

HHS : indice domestique de la faim (*Household Hunger Scale*), calculé selon les instructions du FANTA : <https://www.fantaproject.org/sites/default/files/resources/HHS-Indicator-Guide-Aug2011-FRANCAIS.pdf>

FCS : Score de consommation alimentaire (*Food Security Score*), calculé d'après les normes du PAM (avec les catégories et leurs poids respectifs suivants: Céréales, Racines, tubercules - 2, Légumineuse/noix - 3, Lait et Autres produits laitiers - 4, Viande, Poisson, Œufs - 4, Légumes et feuilles vertes - 1, Fruits - 1, Huile/gras/beurre - 0.5, Sucre ou produits sucré - 0.5, Epices/Condiments - 0).

rCSI : Indice réduit de stratégies d'adaptation (*reduced Coping Strategies Index*), calculé d'après les normes standards (avec les catégories et leurs poids respectifs suivants: Consommer des aliments moins préférés et moins chers - 1, Emprunter de la nourriture ou recourir à l'aide des parents, des voisins ou des amis - 2, Diminuer la quantité consommée pendant les repas - 1, Restreindre la consommation des adultes pour permettre aux plus jeunes de manger davantage - 3, Diminuer le nombre de repas par jour - 1).

EHA

Bien-être		Bien-être						Score du ménage de Bien être	Classification de gravité du ménage		
Morbidity liée à l'EHA chez les enfants de moins de cinq ans		Indice de sûreté EHA									
Plus de 50% des enfants de moins de cinq ans du ménage ont soufferts d'une maladie hydrique lors des 30 derniers jours.	4	Source d'eau de boisson à plus de 30 mn OU source non-améliorée ou de surface	4	1 ^{ère} raison insuffisance sanitaire : "quantité insuffisante" OU "mixte" OU "trop loin" OU "trop dangereux" OU "inaccessible pour certains groupes"	4		4	Somme scores indice de sûreté EHA > 9	4	Score médian bien être et score niveau de vie >= 4+ (Extrême)	4+ (Extrême)
Plus d'un enfant et moins de 50% des enfants de moins de cinq ans du ménage ont soufferts d'une maladie hydrique lors des 30 derniers jours.	3		3	1 ^{ère} raison insuffisance eau : "inaccessible pour certains groupes" OU "route dangereuse"	3	Sanitaires partagés par genre OU sans espace privé pour les femmes	3	Somme scores indice de sûreté EHA > 4	3		
	2		2	2 ^{ème} raison insuffisance en eau : "inaccessible pour certains groupes" OU "route dangereuse"	2		2		2	Score médian bien être et score niveau de vie >= 3 (Sévère)	3 (Sévère)

⁷⁵ Pour plus de détails sur la formulation des questions et des indicateurs, merci de se référer au questionnaire disponible dans les termes de références (voir Annexe 1).

			insuffisante" OU "mixte" OU "trop loin" OU "trop dangereux" OU "inaccessible pour certains groupes"									
Aucun enfant de moins de cinq ans a souffert d'une maladie hydrique lors des 30 derniers jours.	1		3 ^{ème} raison insuffisance eau : "inaccessible pour certains groupes" OU "route dangereuse" 3 ^{ème} raison insuffisance sanitaire : "quantité insuffisante" OU "mixte" OU "trop loin" OU "trop dangereux" OU "inaccessible pour certains groupes"	1		1	Somme scores indice de sûreté EHA > 0	1		1		
Niveau de vie												
Accès à une source d'eau améliorée		Accès à une quantité suffisante d'eau	Accès à des infrastructures sanitaires fonctionnelles		Accès au lavage des mains et au savon		Score du ménage de Condition de vie					
L'eau utilisée pour boire provient d'une source non-améliorée OU L'eau utilisée pour boire provient directement des rivières, lacs, surface, etc.	4	A accès à 9 litres ou moins par jour et par personne	Accès à une toilette / latrine non hygiénique /non améliorée OU Autre type de latrine OU Ne sait pas le type de latrine Non accès à une toilette / latrine Non accès à une toilette / latrine	4	Se lave les mains à moins de 3 moments clés de la journée ET sans savon, ni cendre	4	4	Score médian bien être et score niveau de vie >= 2 (stressé)				2 (stressé)
L'eau utilisée pour boire provient d'une source améliorée seulement lors de la saison des pluies et/ou est disponible a plus de 30 minutes (aller-retour et temps d'attente inclus)	3	A plus de 9 et 15 ou moins litres par jour et par personne	Accès à une toilette / latrine hygiénique améliorée, partagée avec plus de 20 personnes	3	Se lave les mains à au moins 3 moments clés de la journée ET sans savon, ni cendre	3	3					
L'eau utilisée pour boire provient d'une source améliorée tout le long de l'année et est disponible a moins de 30 minutes (aller-retour et temps d'attente inclus)	2	A plus de 15 et 50 ou moins litres par jour et par personne		2	Se lave les mains à moins de 3 moments clés de la journée ET avec du savon ou de la cendre	2	2	Score médian bien être et score niveau de vie >= 1 (Aucun / Minimal)				1 (Aucun / Minimal)
L'eau utilisée pour boire provient d'une source améliorée tout le long de l'année et est disponible sur le lieu	1	A accès à plus de 50 litres par jour et par personne	Accès à une toilette / latrine hygiénique / améliorée, partagée avec moins de 20 personnes	1	Se lave les mains à au moins 3 moments clés de la journée ET avec du savon ou de la cendre	1	1					

Santé

Bien-être		Bien-être et Niveau de vie		Niveau de vie	Classification de gravité du ménage
Prévalence de la mortalité liée à la santé dans les ménages		Fardeau de la maladie et capacité d'accès aux soins de santé (comme indication de la probabilité d'une mortalité accrue)		Capacité d'accès aux soins de santé maternelle	
Au moins un membre du ménage est décédé au cours des 90 derniers jours des suites d'une morsure ou d'une attaque animale (paludisme / rage) <u>OU</u>	OU	>45 % des enfants de moins de 5 ans du ménage ont souffert de diarrhée au cours des 30 derniers jours <u>ET</u> n'ont pas eu accès aux soins nécessaires dans un centre de santé	OU		4+ (Extrême)

d'une diarrhée <u>OU</u> d'un manque de nourriture (famine / malnutrition) <u>OU</u> d'un accident lié au conflit armé (conflit / violence)		>60 % des membres de 5 ans ou plus du ménage ont souffert d'une maladie au cours des 30 derniers jours <u>ET</u> n'ont pas eu accès aux soins nécessaires dans un centre de santé			
Au moins un membre du ménage est décédé au cours des 90 derniers jours des suites d'un accident de travail <u>OU</u> d'une maladie (autre que diarrhée)	OU	>20 et <=45% des enfants de moins de 5 ans du ménage ont souffert de diarrhée au cours des 30 derniers jours <u>ET</u> n'ont pas pu accéder aux soins nécessaires dans un centre de santé	OU	Le dernier enfant né au cours des cinq dernières années a été accouché à domicile sans les soins professionnels requis.	3 (Sévère)
		OU			
		>20 % des enfants de moins de 5 ans du ménage ont souffert de fièvre / toux au cours des 30 derniers jours <u>ET</u> n'ont pas pu avoir accès aux soins nécessaires dans un centre de santé			
		>40 et <= 60 % des membres de 5 ans ou plus du ménage ont souffert d'une maladie au cours des 30 derniers jours <u>ET</u> n'ont pas pu accéder aux soins nécessaires dans un centre de santé			
Au moins un membre du ménage est décédé au cours des 90 derniers jours des suites d'un accident de la route (accident de voiture, moto, bus, etc.) <u>OU</u> d'une catastrophe naturelle (inondation, éboulements de terrain, incendie, etc.) <u>OU</u> d'une autre raison	OU	>0% et <=20% des enfants de moins de 5 ans du ménage ont souffert de diarrhée au cours des 30 derniers jours <u>ET</u> n'ont pas pu accéder aux soins nécessaires dans un centre de santé	OU		2 (stressé)
		OU			
		>0 et <=20% des enfants de moins de 5 ans du ménage ont souffert de fièvre/ toux au cours des 30 derniers jours <u>ET</u> n'ont pas pu accéder aux soins nécessaires dans un centre de santé			
		OU			
		>0 et <=40 % des membres de 5 ans ou plus du ménage ont souffert d'une maladie au cours des 30 derniers jours <u>ET</u> n'ont pas eu accès aux soins nécessaires dans un centre de santé			
		>50 % des membres du ménage ont souffert d'une maladie au cours des 30 derniers jours <u>ET</u> ont pu accéder aux soins requis dans un centre de santé			
Aucun membre du ménage n'est décédé au cours des 90 derniers jours de causes non-naturelles de décès (OU ne sait pas si un membre est décédé)	ET	<=50 % des membres du ménage ont souffert d'une maladie au cours des 30 derniers jours <u>ET</u> ont pu accéder aux soins requis dans un centre de santé <u>ET</u> 0% des enfants de moins de 5 ans n'a été malade (ou aucun enfant dans la famille)	ET	Le ménage n'a pas d'enfants de moins de 5 ans <u>OU</u> Le dernier enfant né au cours des cinq dernières années a été accouché dans un centre de santé <u>OU</u> à domicile avec les soins professionnels requis.	1 (Aucune / Minimale)

Abris/AME

Bien-être et Niveau de vie		Niveau de vie	Classification de gravité du ménage
Prévalence de la mortalité liée à l'abri & espace commun		Score NFI / Calcul du cumul liste AME	
Le ménage vit dans un abri d'urgence / de transition ou est sans abri	OU	Cumul liste AME < 3 <u>OU</u> score AME >= 4.2	4+ (Extrême)
Le ménage vit dans un habitat à long terme en paille (ou autre) de moins de 3.5m ² /pp <u>ET</u> n'est pas propriétaire	OU	Cumul liste AME >= 3 & < 7 <u>OU</u> score AME >= 3.9 & < 4.2	3 (Sévère)
<u>OU</u> le ménage vit dans une maison en dure occupée sans le consentement du propriétaire			
Le ménage vit dans un habitat à long terme en paille (ou autre) de moins de 3.5m ² /pp <u>ET</u> est propriétaire	OU	Cumul liste AME >=7 & < 12 <u>OU</u> score AME >= 2 & < 3.9	2 (Stressé)

Le ménage vit dans une maison en dur	ET	Cumul liste AME \geq 12 OU score AME $<$ 2	1 (Aucun / Minimal)
OU le ménage vit dans un habitat à long terme en paille (ou autre) de 3.5m ² /pp ou plus			
Note : Si le score NFI ou le score de liste des articles n'est pas disponible, alors le calcul de l'indicateur composite dépend uniquement des indicateurs liés au type d'abri			

Avec :

Calcul du cumul liste AME (entre 0 et 19)	1	0.5	0
Bâche	Oui		Non
Kit cuisine complet	Complet	Incomplet	Pas du tout
Habits pour les membres du ménage	Pour tous les membres de la famille	Pour une partie des membres de la famille	Pour aucun des membre de la famille
Documentation légale d'identité (un extrait d'acte de naissance ou une carte d'identité) pour tous les membres du ménage	Pour tous les membres de la famille	Pour une partie des membres de la famille	Pour aucun des membre de la famille
Titre de propriété pour l'ensemble des biens et propriétés	Complet	Incomplet	Pas du tout
Semence	En suffisance	Insuffisant	Pas du tout
Outils aratoire	En suffisance	Insuffisant	Pas du tout
Cendres pour le lavage des mains	Oui		Non
Possession de bidons	Oui		Non
Nombre de savons de toilettes	\geq 1 savon par personne dans le ménage (250gr)	\geq 0.5 savon par personne dans le ménage (250gr)	$<$ 0.5 par personne
Nombre de savons de lessive	\geq 1 savon par personne dans le ménage (200gr)	\geq 0.5 savon par personne dans le ménage (200gr)	$<$ 0.5 par personne
Nombre de pots pour bébé	\geq 1 (si le ménage a un enfant de moins de 5 ans) OU Le ménage n'a pas d'enfant de moins de 5 ans		0 (seulement si le ménage a un enfant de moins de 5 ans)
Nombre de gobelets de 250ml	\geq 1 par personne dans le ménage	\geq 0.5 par personne dans le ménage	$<$ 0.5 par personne
Nombre de serviettes hygiéniques	\geq 1 par femme de plus de 12 ans dans le ménage OU Le ménage ne comprend pas de femmes de plus de 12 ans	\geq 0.5 par femme de plus de 12 ans dans le ménage	$<$ 0.5 par personne
Nombre de seaux avec couvercle	\geq 1 par ménage		0

Nombre de moustiquaires	>= 1 par personne dans le ménage	>= 0.5 par personne dans le ménage	< 0.5 par personne
Nombre de casseroles et marmites (5 litres et +)	>1 par ménage		0
Nombre de supports de couchage (lits, matelas, natte)	>= 1 par personne dans le ménage	>=0.5 par personne dans le ménage	< 0.5 par personne
Nombre de couvertures/ draps	>= 1 par personne dans le ménage	>= 0.5 par personne dans le ménage	< 0.5 par personne
Score cumul liste AME	Somme du score de chacun des articles ménagers essentiels ci-dessus		

Et :

Calcul du score NFI (entre 0 et 5):	
Score capacité bidons en litre par personne :	Capacité en litre des bidons par membres du ménage : Entre 0 et < 2 : 5 Entre 2 et < 3 : 4,5 Entre 3 et < 4 : 4 Entre 4 et < 6 : 3,5 Entre 6 et < 8 : 3 Entre 8 et < 10 : 2,5 Entre 10 et < 12 : 2 Entre 12 et < 14 : 1,5 Entre 14 et < 16 : 1 Entre 16 et < 18 : 0,5 18 ou plus : 0
score seaux avec couvercle :	Nombre total de seaux avec couvercle dans le ménage : Entre 0 et < 1 : 5 Entre 1 et < 2 : 3,5 Entre 2 et < 3 : 2,5 Entre 3 et < 4 : 1 4 ou plus : 0
Score moustiquaire	Nombre total de moustiquaires par membres dans le ménage : Entre 0 et < 0,067 : 5 Entre 0,067 et < 0,13 : 4,5 Entre 0,13 et < 0,2 : 4 Entre 0,2 et < 0,3 : 3,5 Entre 0,3 et < 0,4 : 3 Entre 0,4 et < 0,47 : 2,5 Entre 0,47 et < 0,53 : 2 Entre 0,53 et < 0,6 : 1,5 Entre 0,6 et < 0,7 : 1 Entre 0,7 et < 0,88 : 0,5 0,88 ou plus : 0
Score couchage	Nombre total de couchages par membres dans le ménage : Entre 0 et < 0,067 : 5 Entre 0,067 et < 0,13 : 4,5 Entre 0,13 et < 0,2 : 4 Entre 0,2 et < 0,3 : 3,5 Entre 0,3 et < 0,4 : 3 Entre 0,4 et < 0,47 : 2,5 Entre 0,47 et < 0,53 : 2 Entre 0,53 et < 0,6 : 1,5 Entre 0,6 et < 0,7 : 1

	Entre 0,7 et < 0,88 : 0,5 0,88 ou plus : 0
Score couverture	Nombre total de couvertures par membres dans le ménage : Entre 0 et < 0,067 : 5 Entre 0,067 et < 0,13 : 4,5 Entre 0,13 et < 0,2 : 4 Entre 0,2 et < 0,3 : 3,5 Entre 0,3 et < 0,4 : 3 Entre 0,4 et < 0,47 : 2,5 Entre 0,47 et < 0,53 : 2 Entre 0,53 et < 0,6 : 1,5 Entre 0,6 et < 0,7 : 1 Entre 0,7 et < 0,88 : 0,5 0,88 ou plus : 0
Score casserole	Nombre total de casseroles dans le ménage : Entre 0 et < 1 : 5 Entre 1 et < 2 : 4 Entre 2 et < 3 : 3,5 Entre 3 et < 4 : 2 Entre 4 et < 5 : 1 5 ou plus : 0
Score AME	Moyenne du score capacité Bidons en litre par personne, score seaux avec couvercle, score moustiquaire, score couchage, score couverture et score casserole

Education

Niveau de vie	Classification de gravité du ménage
Taux de fréquentation scolaire	
40% ou moins des enfants (6-17) du ménage étaient inscrits à l'école lors de l'année scolaire précédente et y ont été présents au moins 6 mois	4+ (Extrême)
Entre 41 et 60% des enfants (6-17) du ménage étaient inscrits à l'école lors de l'année scolaire précédente et y ont été présents au moins 6 mois	3 (Sévère)
Entre 61 et 80% des enfants (6-17) du ménage étaient inscrits à l'école lors de l'année scolaire précédente et y ont été présents au moins 6 mois	2 (stressé)
Plus de 80% des enfants (6-17) du ménage étaient inscrits à l'école lors de l'année scolaire précédente et y ont été présents au moins 6 mois	1 (Aucun / Minimal)
OU	
Le ménage n'a pas d'enfant de 6-17 ans	

Protection

Bien-être	Bien-être	Niveau de vie	Niveau de vie	Classifi- cation de gravité du ménage
Sécurité et bien-être en général	Signes de détresse psychosociale	Préoccupations liées au droit du travail	Accès aux services essentiels	

Exposition des membres du ménage aux risques pour la sécurité ou la sûreté	Au moins un risque critique OU =>2 risques sévères	Membre du ménage ayant manifesté des signes de détresse psychologique ⁷⁶	Au moins un membre du ménage			4+ (Extrême)		
			Aucun membre du ménage		Connaissance et accès aux mécanismes de protection communautaires	Non	4+ (Extrême)	
	Au moins un risque sévère OU =>2 risques sérieux					Connaissance et accès aux mécanismes de protection communautaires	Oui	3 (Sévère)
						Connaissance et accès aux mécanismes de protection communautaires	Non	4+ (Extrême)
	Un risque sérieux					Connaissance et accès aux mécanismes de protection communautaires	Oui	3 (Sévère)
						Connaissance et accès aux mécanismes de protection communautaires	Non	3 (Sévère)
	Aucun risque					Connaissance et accès aux mécanismes de protection communautaires	Oui	2 (stressé)
						Connaissance et accès aux mécanismes de protection communautaires	Non	2 (stressé)
				Travail forcé pour au moins un adulte dans un domaine à risque ⁷⁷			3 (Sévère)	
				Travail d'au moins un enfant dans			3 (Sévère)	

⁷⁶ Cauchemars, tristesse prolongée, fatigue extrême, anxiété, etc.) ou des changements de comportement inhabituels ou inquiétant au cours des 30 derniers jours

⁷⁷ Au moins un membre du ménage a été contraint de travailler, d'accepter un emploi ou de rester au travail contre son gré au cours des six derniers mois ET dans une activité mettant sa sécurité en danger (par exemple mines, construction, prostitution, production ou trafic de drogue, mendicité, groupes armés, etc.)

				un domaine à risque⁷⁸				
		Membre du ménage ayant manifesté des signes de détresse psychologique	Au moins un membre du ménage					2 (stressé)
				Travail forcé pour au moins un adulte dans un domaine sans risque			2 (stressé)	
				Travail d'au moins un enfant dans un domaine sans risque			2 (stressé)	
Exposition des membres du ménage aux risques pour la sécurité ou la sûreté	Aucun risque	Membre du ménage ayant manifesté des signes de détresse psychologique	Aucun membre du ménage	Aucun adulte n'est forcé à travailler ET Aucun enfant ne travaille	Connaissance et accès aux mécanismes de protection communautaires	Oui	1 (Aucun / Minimal)	

Manque de capacité

LCS		Dépendance de l'aide humanitaire	Classification de gravité du ménage
Stratégies alimentaires utilisées		Espace commun	
Au moins une stratégie d'urgence ⁷⁹ est utilisée	OU	Dépend uniquement des transferts d'argent, aides, dons sociaux (fait par la communauté/famille et/ou des tierces personnes) ou dons humanitaires (fait par l'Etat ou des organisations), emprunts, dettes ou mendicité	4+ (Extrême)
Au moins une stratégie de crise ⁸⁰ est utilisée (et aucune de d'urgence)	OU	Dépend en partie d'aides / dons / d'emprunts ou mendicité	3 (Sévère)

⁷⁸ Au moins un membre du ménage âgé de moins de 18 ans travaille ou contribue aux activités professionnelles du ménage, et a fréquenté par conséquent moins de 6 mois l'année scolaire précédente, et est impliqué dans une activité mettant sa sécurité en danger (par ex. mines, construction, prostitution, en lien avec des groupes armés).

⁷⁹ Risques/incidents classés comme « stratégies d'urgence » : « vendre la maison, la parcelle de terrain ou le champ », « mendier » et « un membre de la famille a dû s'engager dans des activités risquées ou illégales génératrices de revenus (vols, vente de stupéfiants, travail avec groupes armés, prostitution, etc.) ».

⁸⁰ Risques/incidents classés comme « stratégies de crise » : « vendre des actifs productifs ou moyens de transport (matériel agricole, machine à coudre, brouette, vélo, voiture, etc.) », « réduire les dépenses non alimentaires essentielles telles que l'éducation, la santé », « retirer les enfants de l'école » et « consommation des semences ».

Au moins une stratégie de stress ⁸¹ est utilisée (et aucune de de crise ou d'urgence)			2 (stressé)
Aucune stratégie d'adaptation n'est utilisée	ET	Ne dépend pas d'aides / dons / d'emprunts ou mendicité	1 (Aucune / Minimale)

Impact

Statut de déplacement	Classification de gravité du ménage
Le ménage a un statut de personnes déplacées internes (PDI) (accueilli en famille d'accueil OU en site de déplacés)	3 (Sévère)
OU	
Le ménage a un statut de retournés ou de rapatriés ET n'a pas rejoint son domicile d'origine	
OU	2 (stressé)
Le ménage est un ménage non-déplacé ou a un statut de retournés ou de rapatriés ET accueille au moins un autre ménage	
Le ménage a un statut de retournés ou de rapatriés ET A rejoint son domicile d'origine OU n'accueille aucun autre ménage	
OU	
Le ménage est un ménage non-déplacé ET n'accueille aucun autre ménage	

⁸¹ Risques/incidents classés comme « stratégies de stress » : « vendre des actifs non productifs du ménage (radio, meubles, réfrigérateur, télévision, bijoux, etc.) », « dépenser l'épargne », « emprunter de l'argent/nourriture à un prêteur officielle/banque » et « vendre plus d'animaux (non-productifs) que d'habitude ».

Indice MSNI

Tableau 6 : Justification de l'arbre décisionnel du MSNI – détérioration progressive de la situation d'un ménage vers des conditions humanitaires critiques

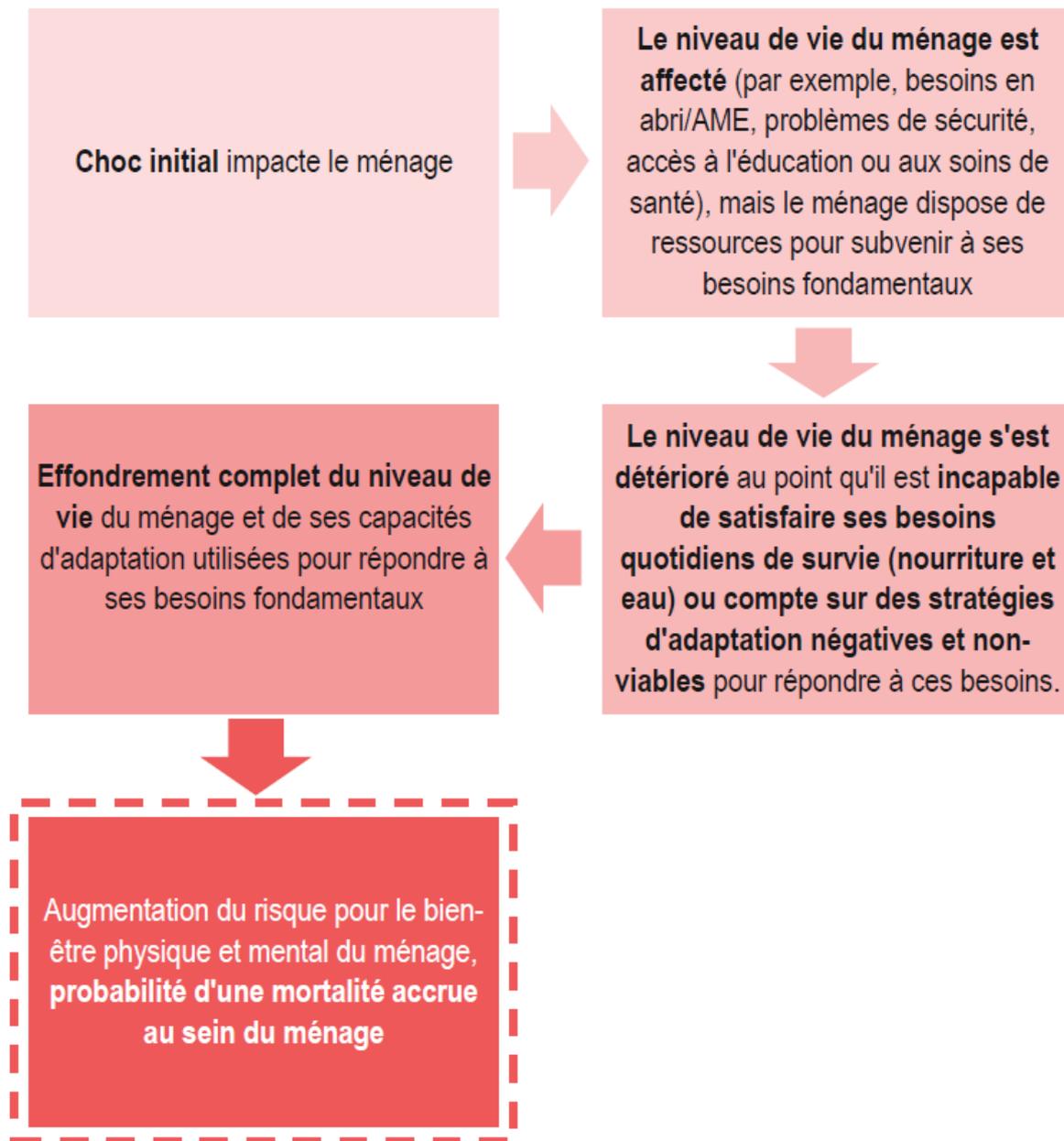


Tableau 7 : Arbre décisionnel du MSNI :

